UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

L'oeuvre de l'ODDBU et son impact sur le développement socio-économique de la population du diocèse de Bujumbura (de 2004 à 2013)

Ndayiziga, Richard; Sous la direction de : Pro Albert Nibimenya

2015
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1727

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

L'ŒUVRE DE L'ODDBU ET SON IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA POPULATION DU DIOCESE DE BUJUMBURA (DE 2004 A 2013)

Par:

Richard NDAYIZIGA

Sous la direction de:

Pr. Albert NIBIMENYA

Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire

Option: Enseignement et Recherche

Bujumbura, Janvier 2015

DEDICACE

A mes chers regrettés parents,

A mes frères et sœurs,

A toute personne ayant contribué à la réalisation de ce travail.

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce travail n'aurait pas été possible sans le concours de plusieurs personnes qui nous ont apporté leurs soutiens multiformes.

Nos remerciements vont plus particulièrement au professeur Albert Nibimenya qui, malgré ses multiples occupations, n'a ménagé aucun effort pour diriger ce mémoire. Les recommandations qu'il nous a faites depuis le début jusqu'à la fin du travail et ses riches conseils nous ont été d'une grande utilité. Nous tenons à lui témoigner nos sincères sentiments de gratitude.

Que tous nos enseignants de l'école primaire jusqu'à l'université du Burundi, soient assurés de notre reconnaissance pour la formation tant scientifique que morale dont ils nous ont fait bénéficier.

Nous remercions nos parents qui nous ont montré le chemin de l'école. L'amour et la patience qu'ils ont affichés nous ont apporté courage et réconfort. Qu'ils trouvent, dans ce travail, l'expression de notre haute estime et de notre grande reconnaissance.

Nos remerciements vont également aux personnes qui ont bien voulu participer à nos entretiens. Leur disponibilité et leurs connaissances en matière des réalisations socio-économiques du diocèse de Bujumbura ont été pour nous d'un apport d'une grande importance.

Enfin, nous disons merci à toute personne qui, de près ou de loin, a contribué matériellement et moralement à l'aboutissement de ce travail.

Richard NDAYIZIGA

SIGLES ET ABREVIATIONS

A.G.R	: Activité Génératrice de Revenu
A.S.B.L	: Association Sans But Lucratif
A.T	: Accoucheuses Traditionnelles
B.E.R.P.S	: Bureau d'Etudes et de la Recherche pour la Promotion de la Santé
B.D.D	: Bureau Diocésain de Développement
B.D.D.Bj	: Bureau Diocésain de Développement de Bujumbura
B.M	: Banque Mondiale
C.D.S	: Centre de Santé
C.E.D	: Centre d'Entraide et de Développement
C.E.M	: Centre d'Enseignement des Métiers
C.N.D.R.R	: Commission Nationale de Démobilisation, de Réinsertion et de Réintégration
C.N.L.S	: Conseil National de Lutte contre le SIDA
CO.P.E.D	: Conseil Pour l'Education et le Développement
C.P.C	: Comités Paroissiaux de Caritas
C.P.D	: Comités Paroissiaux de Développement
C.T.B	: Coopération Technique Belge
E.S.D	: Enfants Soldats Démobilisés
D.F.C.D	: Département de la Formation et Communication au Développement
Idem	: Même auteur et même ouvrage
M.A.C	: Mouvement d'Action Catholique
MIN.EDUC	: Ministère de l'Education
M.S.F	: Médecin Sans Frontière
O.D.D.BU	: Organisation Diocésaine pour le Développement de Bujumbura
O.N.G	: Organisation Non Gouvernementale
O.NU.B	: Observatoire des Nations Unies au Burundi
P.A.M	: Programme Alimentaire Mondial
P.D.R.T	: Projet de Démobilisation et de Réintégrations Transitoire
P.V.V.S	: Personnes Vivant avec le VIH/SIDA

R.B.P$^+$	: Réseau Burundais des Personnes vivant avec le VIH/SIDA
S.E/C.N.D.R.R	: Secrétariat Exécutif/ Commission Nationale de Démobilisation, de Réinsertion et de Réintégration
S.I.D.A	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
U.B	: Université du Burundi
U.N.I.C.E.F	: United Nations International Children's Emergency Fund
V.I.H/S.I.D.A	: Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'Immunodéficience Acquise

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Exemple d'un tableau des montants par projet qu'on allait exécuter au cours de l'année 2009 et les origines de fonds 19

Tableau n°2: Permanence d'accueil : les personnes écoutées par les animateurs paroissiaux de lutte contre le SIDA (janvier-décembre 2005) 31

Tableau n°3: Prise en charge des PVVS (janvier-décembre 2005) 32

Tableau n°4 : Evolution du cheptel caprin au cours de l'année 2005 37

Tableau n°5: Exemple d'un tableau récapitulatif des activités réalisées par l'ODDBU en l'an 2004 43

RESUME

Notre travail intitulé: « **L'œuvre de l'ODDBU (Organisation Diocésaine pour le Développement de Bujumbura) et son impact sur le développement socio-économique de la population du diocèse de Bujumbura (de 2004 à 2013)** » a pour objectif d'évaluer la capacité contributive de l'aide non gouvernementale à l'effort au développement au Burundi, pour le cas précis d'Organisation Non Gouvernementale locale dénommée «Organisation Diocésaine pour le Développement de Bujumbura», ODDBU en sigle.

Pour ce faire, nous présentons l'ODDBU dans le premier chapitre dans le but de faire connaissance au lecteur cette organisation.

Au deuxième chapitre, nous essayons de montrer les différentes réalisations de l'ODDBU à travers ses projets de promotion socio-économique.

Enfin, au troisième chapitre nous essayons de faire une analyse évaluative des œuvres de l'ODDBU à travers ses différents projets.

Au point de vue social, les résultats de notre enquête ont prouvé que l'ODDBU essai d'alléger la souffrance de la population du diocèse malgré les multiples contraintes auxquelles cette ONG fait face. La présence de l'ODDBU dans la région a contribué à l'amélioration des conditions sanitaires et du niveau de scolarisation.

Au point de vue économique, nous avons trouvé que les activités réalisées par l'ODDBU ont eu des retombées positives: le repeuplement du cheptel, le financement des AGR, la création d'emploi. A l'aide de ses projets d'appui aux AGR, l'ODDBU a réussi à assoir progressivement les notions d'éducation au développement et à l'autopromotion indispensables aux populations rurales. Cette ONG parvient à toucher les masses rurales dans les zones délaissées.

Nous avons constaté qu'avec les fonds propres de l'ODDBU ainsi que ceux provenant des bailleurs de fonds, les conditions de vie de la population en général, et celle concernée par les projets en particulier ont connu une certaine amélioration et cette population apprécie positivement les œuvres de l'ODDBU.

TABLES DES MATIERES

DEDICACE i

REMERCIEMENTS ii

SIGLES ET ABREVIATIONS iii

LISTE DES TABLEAUX v

RESUME vi

TABLES DES MATIERES vii

INTRODUCTION 1

1. Problématique 1

2. Choix et intérêt du sujet 1

3. Hypothèses de recherche 2

4. Méthodologie de recherche 3

5. Difficultés rencontrées 4

6. Délimitation du sujet 4

7. Articulation du travail 4

CHAPITRE I : PRESENTATION GENERALE DE L'ODDBU 5

1. Brève historique: du BDDBj à l'ODDBU 5

2. La mission de l'ODDBU 6

3. Stratégies d'intervention 8

4. Les organes de l'ODDBU 9

5. Zone d'intervention de l'ODDBU 10

6. Domaines d'intervention de l'ODDBU 13

6. 1. Le département de l'assistance sociale 13

6. 2. Le département de la santé 15

6. 3. Le département des constructions 16

6. 4. Le département de l'agriculture et l'élevage 17

6.5. Le département de la communication et de la formation au développement 17

7. Les fonds de l'ODDBU 18

CHAPITRE II : LES REALISATIONS DE L'ODDBU DANS LE DIOCESE DE BUJUMBURA A TRAVERS SES PROJETS. 21

1.Le projet de réinsertion et de réintégration des ex-combattants et des enfants ex-soldats21

1. 1. La réinsertion et la réintégration des enfants ex-soldats 21

1. 2. Le projet de réinsertion et de réintégration socio-économique des ex-combattants 23

2. Le secteur de la santé 25

2. 1. La coordination des centres de santé agréés par l'ODDBU 25

2. 2. Projet de lutte contre le SIDA 26

2. 3. Projet de formation et encadrement des accoucheuses traditionnelles 31

3. Le projet agriculture et élevage 32

4. Projet de constructions des infrastructures 35

5. Projet de distribution des moustiquaires 37

6. Projet d'appui aux vulnérables 37

CHAPITRE III : ESSAI D'EVALUATION DE L'ŒUVRE DE L'ODDBU DANS LE DIOCESE DE BUJUMBURA 44

1. Impact de l'œuvre de l'ODDBU sur les secteurs sociaux 44

1.1. Impact au niveau de l'assistance sociale 45

1.2. L'impact de l'œuvre l'ODDBU au niveau de la santé 46

1.3. Impact dans le secteur éducatif 49

1.4. Impact des formations continues aux agents des CDS 50

2. Impact de l'œuvre de l'ODDBU sur les secteurs économiques 52

2.1. Le secteur agropastoral 52

2.2. Le secteur de création d'emplois **55**

2.3. Le secteur des constructions et de réhabilitation des infrastructures **57**

CONCLUSION GENERALE **59**

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE **61**

ANNEXE **66**

Ainsi donc, nous sommes en droit de penser que la vie saine de toute société doit se fonder sur un système économique performant. En l'absence de ce dernier, l'impact social du développement est absolument néfaste.

Nous avons choisi le sujet : « **L'œuvre de l'ODDBU (Organisation Diocésaine pour le Développement de Bujumbura) et son impact sur le développement socio-économique de la population du diocèse de Bujumbura (de 2004 à 2013)** » dans le but d'analyser la contribution de cette ONG et d'en déduire les impacts auprès des bénéficiaires. La Banque Mondiale définit les ONG comme étant *« des organisations privées dont les activités sont dirigées vers les pays en développement et visant à soulager les souffrances de populations, défendre les intérêts des pauvres, protéger l'environnement, assurer les services sociaux de base ou travailler pour le développement communautaire ».*[2]

Si le diocèse de Bujumbura à travers l'ODDBU œuvre dans le cadre social et économique, c'est en réalité pour soutenir sa principale mission de propagation de l'évangile comme le précise Alain Birou:« *Il a existé des voies socioéconomiques qui ont servi au service de Dieu sans pour autant qu'elles soient elles-mêmes pures et spécifiquement d'Eglise*»[3].

Notre recherche nous a permis donc d'évaluer la capacité contributive de l'aide non gouvernementale à l'effort au développement au Burundi, pour le cas précis d'Organisation Non Gouvernementale locale dénommée «Organisation Diocésaine pour le Développement de Bujumbura», ODDBU en sigle.

3. Hypothèses de recherche

Face à toutes les multiples interrogations qui persistaient avant d'aborder le sujet, nous nous sommes proposé *a priori* quelques réponses provisoires que cette étude est appelée à vérifier :

1° Le diocèse de Bujumbura via son organisation de développement (ODDBU) a contribué dans le développement socio-économique de la région.

---

[2] Banque Mondiale, *Les relations entre la B.M et les Organisations Non Gouvernementales*, Washington, B.M, 1999, P.44 cité par NKURUNZIZA Richard, *L'œuvre de Care International et son impact sur le développement socio-économique du Burundi (1994-2005)*, Bujumbura, UB, FSEA, mémoire, 2005, p. 7.

[3] BIROU, A., *Sociologie et Religion*, Paris, Les éditions ouvrières, 1959, p.41.

2° Le diocèse de Bujumbura a beaucoup œuvré dans les domaines éducatif, sanitaire et agropastorale.

3° C'est grâce aux efforts des chrétiens et des aides extérieures que le diocèse de Bujumbura atteint ses objectifs.

4° Le niveau de vie de la population s'est amélioré grâce aux réalisations socio-économiques du diocèse de Bujumbura.

4. Méthodologie de recherche

Pour réaliser notre travail, nous nous sommes servi de deux grandes sources, à savoir les sources écrites et les sources orales.

Pour les sources écrites, il s'agit notamment des sources éditées : les publications officielles, les ouvrages généraux, les mémoires, les rapports annuels de l'ODDBU.

Pour les enquêtes orales, nous avons élaboré un guide d'entretien tout en tenant compte de nos hypothèses de départ. A ce propos, Roger Pinto et Madeleine Grawtz le disent clairement quand ils écrivent que « *l'entretien est un procédé d'investigation scientifique utilisant un procédé d'investigation verbal pour recueillir des informations en relation avec le but fixé* »[4]. Nous avons donc eu recours à des informateurs, des personnes bien informées comme les administratifs, les chefs des différents départements de l'ODDBU, les responsables des écoles et des centres sanitaires, ainsi que les bénéficiaires des différents services offerts par l'ODDBU. Nous devons souligner que l'objectif de notre enquête auprès de bénéficiaires est de discerner l'impact direct et les effets indirects de l'intervention du diocèse de Bujumbura à travers l'ODDBU. Ce sont ces sources qui nous ont permis de réaliser le présent travail.

[4] PINTO, R. et GRAWTZ, M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1967, p.453.

5. Difficultés rencontrées

Nous nous devons de signaler cependant que les résultats de cette recherche auraient pu être plus enrichis et enrichissants (qu'ils ne le sont) si les difficultés liées à l'absence des documents complets et précis sur l'un ou l'autre aspect ainsi, qu'à l'identification, la disponibilité de nos enquêtés et l'endroit où nous devrions les rencontrer, n'avaient pas freiné quelque peu, de temps en temps, nos initiatives.

6. Délimitation du sujet

Le travail s'intéresse à la période de 2004 à 2013. Cette délimitation résulte d'un simple constat. C'est en 2004 que l'ODDBU fut agréée comme Association Sans But Lucratif (A.S.B.L), par l'Ordonnance ministérielle n°530/584 du 31 mai 2004. Cette reconnaissance juridique venait à point nommé pour faciliter le partenariat avec d'autres organismes tant nationaux qu'internationaux.

L'année 2013 est choisie pour des raisons d'ordre méthodologique puisque que les rapports d'activités pour l'année 2014 n'étaient pas encore sortis. Elle est plutôt la limite supérieure de notre étude.

7. Articulation du travail

Notre travail est subdivisé en trois chapitres. Au premier chapitre, nous présentons l'ODDBU. Pour ce, nous faisons une brève historique de cette institution depuis sa création, ensuite nous essayons de montrer son mode d'organisation, ses missions ainsi que les domaines dans lesquels elle intervient.

Au deuxième chapitre, il est question d'énumérer les différentes réalisations de l'ODDBU à travers ses projets de promotion socio-économique.

Enfin, au troisième chapitre nous essayons de faire une analyse évaluative des œuvres de l'ODDBU.

nationaux qu'internationaux »[7]. Avec ce changement de statut du BDDBj pour devenir une ASBL, l'ODDBU a posé des pas significatifs sur son chemin de relance grâce aux différents projets réalisés et au soutien des différents partenaires tant traditionnels que nouveaux.

Il faut signaler qu'une ASBL est une association qui ne se livre pas à des activités commerciales ou industrielles et dont l'objectif principal n'est pas de procurer à ses membres un profit matériel ou pécuniaire. C'est une organisation qui n'est pas une structure gouvernementale, qui lutte pour une bonne organisation de la société sans viser des buts lucratifs.

2. La mission de l'ODDBU

Les ONG dites de développement sont connues pour leurs champs traditionnels : appui au secteur agricole, intervention dans le domaine de la formation, de l'éducation, de la santé, soutien aux efforts d'organisation populaires, etc. C'est d'ailleurs l'une des grandes missions des ONG qui s'occupent des domaines économique et social à l'instar de l'ODDBU. A ce propos, M.S Maradeix le dit clairement : « *Un développement à visage humain, un développement portant de la base vers la globalité, aider les gens à s'aider eux-mêmes, travailler au niveau local, développement de proximité, donner aux propres de leurs propres ressources et de leur légitimité, renforcer les institutions locales, accélérer le changement social, etc.* »[8].

Depuis le début des années 1990 et l'amorce du processus de démocratisation, le mouvement association connaît, au Burundi, un essor caractérisé par la naissance spontanée des associations sans but lucratif à vocations diverses. Et au Burundi, les ONG, appelées aussi ASBL, sont régies par le décret-loi n°1/11 du 18 avril 1952, portant cadre organique des ASBL. Les associations mutualistes ou à caractère politique, les établissements d'activités publiques et les fondations ne se réfèrent pas à cette loi. Quant aux associations d'étrangers basées au Burundi, elles sont soumises aux mêmes lois que les ASBL. Le gouvernement agrée toute association qui répond

[7] Entretien avec Abbé Alphonse NDABISERUYE., secrétaire exécutif de l'ODDBU, Bujumbura, le 14 août 2014.
[8] MARADEIX, M.S, *Les ONG américaines en Afrique : activités et perspectives de 30 ONG*, Paris, Syro-alternatives, 1990, p.54

aux exigences du décret-loi cité ci-haut. Cependant, la requête est rejetée lorsque l'objet est contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.[9]

L'ODDBU est donc membre du réseau Caritas-Burundi, lequel est constitué de CED-Caritas et de toutes les organisations diocésaines de développement à travers l'Eglise catholique au Burundi : « *L'ODDBU partage la même mission que tout le réseau Caritas-Burundi constitué de CED-Caritas Burundi et de toutes les organisations et bureaux diocésains de développement et de Caritas à travers l'Eglise catholique au Burundi, c'est pourquoi elle est organisée au niveau des comités paroissiales à travers les comités paroissiaux de caritas (CPC) et les comités paroissiaux de développement (CPD)*»[10].

Ainsi donc, en tant que membre du réseau Caritas, l'ODDBU a pour mission d'étudier tous les problèmes d'ordre culturel, social et humanitaire en vue d'y apporter des solutions appropriées de nature à promouvoir l'homme dans son intégrité,organiser, susciter, diriger ou soutenir toute action de promotion individuelle ou collective dans les domaines de développement économique et social de l'archidiocèse, étudier des problèmes d'entraide, d'assistance matérielle, sociale et morale qui se posent dans la région en vue d'y réserver des solutions adéquates, organiser, susciter, diriger ou soutenir toute œuvre charitable en faveur des pauvres et d'autres personnes socio-vulnérables et enfin secourir les faibles et les personnes particulièrement éprouvées et sans distinction aucune.

Ainsi, comme l'écrit Myrdal : « *Le développement est un mouvement vers le haut de tout le corps social et plus précisément du processus de hausse de revenu par habitant sur de longues périodes accompagné d'une réduction de la pauvreté et des inégalités. Le développement est un processus cumulatif puisqu'il permet une amélioration des capacités humaines, donc une hausse de la production favorable à la croissance* »[11].

---

[9] NKANIRA, P., *L'œuvre du CED-Caritas Burundi en matière de la santé publique de 1994 à nos jours, Bujumbura,* UB, FLSH, mémoire, 2003, p.19.

[10] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p. 2.

[11] HATUNGIMANA, A., *Problématiques et Théories du Développement*, cours dispensé en 2ème Licence au Département d'Histoire, Bujumbura, UB, FLSH, 2011.

L'ODDBU ne finance pas de projets seulement avec ses propres fonds mais fait appel à différents bailleurs de fonds. Les projets se développent à partir de demandes d'appui ou de requêtes formelles adressées par les autorités paroissiales ou par des groupes de bénéficiaires. Après une étude de faisabilité, on passe à l'étape de la formulation du projet qui doit comporter des objectifs généraux, des activités à réaliser, des résultats attendus et des moyens de vérification. A cette description des projets, s'ajoutent des budgets prévisionnels et des plans de travail. Une fois les projets définis, ils sont soumis à différents bailleurs de fonds pour la recherche de financements. Ainsi, l'ODDBU aide les associations à se départir de la mentalité d'attendre tout des « bienfaiteurs » mais de compter sur leurs propres initiatives.

3. Stratégies d'intervention

Comme le dit Rosanvallon : « *le but principal, la condition nécessaire de la société a été la protection, la conservation des faibles et des indigents [...], c'est pour le faible et l'infirme que la société s'est créée* »[12].

Créée donc en 1976, d'abord sous l'appellation du Bureau Diocésain de Développement de Bujumbura, BDDBj en sigle, cette organisation a réalisé beaucoup d'activités dans le cadre de l'assistance sociale aux personnes vulnérables et du développement communautaire.

Comme stratégies de réalisation de ses activités, l'ODDBU utilise trois approches suivant la nature de l'activité ou les exigences liées à chaque projet:

A travers l'ntervention directe d'abord surtout en cas de l'assistance humaine. Généralement, les leaders communautaires (les comités de Caritas et de développement à la base) renseignent régulièrement sur les besoins des populations qui nécessitent une intervention humanitaire.

L'intervention peut ensuite etre sous-traitance quand le projet exige cette forme de collaboration avec d'autres partenaires. Etant membre du réseau Caritas Burundi et du Caritas International, l'ODDBU assure généralement le relais direct avec la communauté de base pour les projets initiés au sein du réseau. De la même manière, l'ODDBU peut sous-traiter comme chef de file l'exécution de certains projets avec d'autres organisations ou associations partenaires.

---

[12] ROSANVALLON, P., *L'Etat en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, p.140.

enfin l'intervention peut se manifester sous une approche participative : à travers les structures ecclésiales de base (Comités Paroissiaux de Caritas et de Développement), l'ODDBU poursuit toujours la méthode de « suivre la bonne route de l'homme par une pédagogie d'accompagnement ». Cela fait que la population cible est partenaire dans la collecte des besoins (données), dans la stratégie d'exécution et dans le suivi-évaluation d'un projet dont elle sera bénéficiaire pour qu'il puisse vraiment s'en approprier.

4. Les organes de l'ODDBU

Nous distinguons trois organes principaux à savoir l'Assemblée générale, le comité exécutif ainsi que le secrétariat exécutif.[13]

L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'organisation dont les membres statutaires sont: Les membres effectifs à savoir l'Archevêque de Bujumbura et représentant légal de l'ODDBU, le vicaire général et représentant suppléant de l'ODDBU, les curés des paroisses, les représentants des services diocésains et des conseils paroissiaux dans l'archidiocèse de Bujumbura ainsi que les personnes morales ou physiques qui demandent d'adhérer. Il y ensuite les membres d'honneur aui sont des personnes morales ou physiques qui honorent ou qui travaillent à la promotion de l 'organisation et qui sont admises comme telles par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée générale se réunit en principe deux fois par an, généralement à l' occasion des rencontres du conseil presbytéral.

[13] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p. 2.

Le comité exécutif est organe qui administre et gère l'organisation par les orientations et les directives qu'il adresse au secrétariat exécutif. Il est composé du représentant légal, du représentant légal suppléant, du secrétaire exécutif, du coordinateur des projets de l'ODDBU, des quatre représentants des services diocésains (à savoir le directeur du bureau pastoral, l'économe Général, le coordinateur diocésain de l'éducation humaine et chrétienne et le directeur de la Commission Diocésaine Justice et Paix), des vicaires épiscopaux et d'un membre élu par l'Assemblée Générale pour ses compétences techniques. Il se réunit chaque trimestre.

Le secrétariat exécutif quant à lui, administre quotidiennement l'ODDBU. Le secrétariat est composé du secrétaire exécutif, du secrétaire exécutif adjoint, du coordinateur des projets, des chefs de départements et du chef comptable. Au sein du secrétariat exécutif, il y a des services d'appui: le service de la comptabilité, le secrétariat de direction, le service des ressources humaines et de la logistique. Le secrétaire exécutif est désigné pour un mandat de 5 ans. [14]

A côté de ce personnel permanent, d'autres agents de terrain sont recrutés selon les besoins et la durée des projets. En 2009 par exemple, l'ODDBU comptait 73 agents de terrain salariés, travaillant dans les domaines divers comme la santé, l'animation et l'encadrement social des populations locales, la sécurité alimentaire, l'assistance sociale, la réinsertion et la réintégration des enfants et soldats démobilisés.

Mis à part le personnel permanent et temporaire, les membres des Comités Paroissiaux de Caritas et de Développement participent activement dans la mise en œuvre et la supervision des activités réalisées dans les paroisses respectives. Ils offrent un travail bénévole de proximité et de qualité appréciables. L'ODDBU dispose ainsi des antennes qui sont ses partenaires de relais à la base des 29 paroisses que compte l'Archidiocèse de Bujumbura.

5. Zone d'intervention de l'ODDBU

L'ODDBU intervient sur toute la circonscription de l'Archidiocèse de Bujumbura qui s'étend sur toute la municipalité de Bujumbura (Mairie), les provinces de Bujumbura et Muramvya ainsi que sur une partie des communes de Matongo et Rango (en province de Kayanza), Rusaka et Ndava

[14] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p.5.

(en province de Mwaro) et Rugazi (en province de Bubanza). Ces différentes zones correspondent aux 29 paroisses de l'Archidiocèse de Bujumbura, lesquelles constituent les structures de décentralisation et d'organisation des interventions de l'ODDBU en faveur de ses bénéficiaires.

Carte de l'archidiocèse de Bujumbura



Légende

: Limites du Diocèse
: Routes principales
• : Paroisses rurales
▣ : La Mairie comprend 12 paroisses :
(CATHÉDRALE, KININDO, MUSAGA, ST MICHEL, NYAKABIGA, BUYENZI, KANYOSHA, GIHOSHA, NGAGARA, MUTANGA, KAMENGE, KINAMA)
□ : Chef-lieu des Vicariats Episcopaux
RDC : République Démocratique du Congo

6. Domaines d'intervention de l'ODDBU

Les interventions de l'ODDBU relèvent de deux axes principaux à savoir « l'assistance sociale et humanitaire et le développement communautaire ». Pour réaliser ses activités, l'ODDBU est organisée en cinq départements à savoir : le département de l'assistance sociale, le département de l'agriculture et élevage, le département de la santé ainsi que le département de la formation et de la communication au développement.

Les départements que compte l'ODDBU sont nés au même moment sauf le département de la formation et de la communication au développement qui s'est concrétisé avec l'avènement de l'Abbé Alphonse Ndabiseruye au poste de secrétaire exécutif (en 2008).[15]

Pour pouvoir accomplir sa mission, l'ODDBU s'est fixée, dans son cadre stratégique, d'atteindre des objectifs définis en vue de résoudre les problèmes liés à la pauvreté, à la santé, à l'éducation, à la dégradation de l'environnement et ceux liés à l'insuffisance des capacités opérationnelles. Ces objectifs sont: Promouvoir la formation conscientisante et la formation professionnelle, augmenter le revenu familial, assurer l'assistance aux vulnérables, rendre les soins de santé accessibles à tous, renforcer la prévention des maladies, augmenter le taux de scolarisation, promouvoir la gestion rationnelle des ressources naturelles et enfin renforcer les capacités opérationnelles de l'ODDBU.

Et pour rappel, ceci cadre bien avec la politique mondiale de développement en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le Développement.

6. 1. Le département de l'assistance sociale

Le concept d'assistance ne s'est forgé que suite aux nécessités pratiques qui ont varié suivant les époques. L'assistance sociale possède son histoire.

Dans les sociétés primitives de l'Antiquité grecque, on laissait les vieillards mourir de faim ou se supprimer volontairement pour ne plus être à la charge. Mais assez vite, l'idée est apparue que les vieillards avaient pu rendre des services à la collectivité dans le passé et que celle-ci, en

[15] Entretien avec Jean Bosco NGOMIRAKIZA, Attaché à la coordination des projets à l'ODDBU, Bujumbura, le 17 août 2014.

retour, devait leur assurer la sécurité dans leurs vieux jours. C'était alors une forme d'assistance à base de récompense. Et c'est au Moyen-âge qu'on observe l'ébauche d'une assistance. A titre de la charité, les empereurs romains s'étaient reconnus débiteurs des pauvres. Après la chute de l'empire romain, c'est le morcellement du pouvoir. La seule organisation unitaire est l'Eglise et son intervention va profondément marquer l'assistance. L'Eglise draine les fonds provenant de la charité privée. Elle estime que ses biens sont spécialement affectés aux pauvres. Pour contrôler l'utilisation des fonds et exercer son autorité sur les assistés, elle fonde des établissements plus ou moins spécialisés ou l'aide sera accordée en nature. Pendant cette période et cela jusqu'à la Révolution Française, la lutte contre le paupérisme restera d'inspiration essentiellement ecclésiastique et en partie affaire de l'Eglise. Il faudra attendre la Révolution Française pour donner à l'assistance son caractère « civil »[16].

Le XVIII[ème] siècle constituera un tournant décisif dans la politique d'assistance. Dans la logique du contrat de Jean Jacques Rousseau, on estime que la société au profit de laquelle l'individu a aliéné une part de sa liberté doit en échange faire bénéficier celui-ci d'une organisation sans faille. L'indigence est en effet pensée dans cette perspective comme « *un fait social, une situation accidentelle dans laquelle l'individu se trouve placé malgré lui* »[17].

Pour le cas de l'ODDBU à travers le département de l'assistance sociale, elle s'occupe principalement de[18] : Appui matériel et psychologique aux groupes vulnérables qui nécessitent une protection spéciale. Ainsi, par rapport à la problématique exprimée et en fonction des moyens à sa disposition, une assistance matérielle et un support moral ou un conseil sont donnés à la personne vulnérable qui fait appel au service ; coute et orientation des personnes vulnérables en collaboration avec les comités paroissiaux de Caritas et d'autres institutions de prise en charge, les personnes vulnérables sont accueillies et le cas échéant référées soit vers les paroisses ou les institutions spécialisées selon que le problème se pose. et enfin animation et coordination des comités paroissiaux de Caritas (CPC). Il s'agit de prévoir des réunions d'échanges avec les membres des comités caritatifs afin de pouvoir harmoniser les interventions en faveur de la personne en difficultés et de centraliser les informations nécessaires pour ce ministère.

---

[16] GRELL, P., *L'organisation de l'assistance publique*, Bruxelles, Contradictions, 1976, p.10.

[17] ROSANVALLON, P., *Op.cit*, p.42.

[18] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2007, p. 3.

Cette exigence est loin d'être une entrave pour ces organisations puisqu'à travers leurs rapports annuels, on constate que ces derniers disposent des ressources énormes comme on va le voir ci-dessous à travers un exemple d'un tableau des montants par projet qu'on allait exécuter au cours de l'année 2009 et les origines de fonds. Concernant la provenance proprement dite des ressources, les premières ressources financières d'une ONG proviennent des cotisations de ses membres. Les autres ressources proviennent des divers bailleurs de fonds.

Pour le cas de l'ODDBU qui fait objet de notre étude, le constat est que cette dernière éprouve un besoin criant de fonds propres lui permettant de fonctionner aisément bien sûr à cause de la situation d'indigence qui s'aggrave au jour le jour. En effet, tous les frais de fonctionnement proviennent des projets exécutés par l'ODDBU. Les principales sources de revenus sont entre autres les financements des différents bailleurs de fonds, les frais administratifs accordés par certains projets ainsi que les frais de gestion acceptés dans la budgétisation de quelques projets, les salaires ou primes du secrétaire exécutif et du secrétaire exécutif adjoint accordés par l'un ou l'autre projet, les 25% des collectes de partage, les recettes provenant de la location de ses véhicules et bureaux.[27]

Tableau n°1 : Exemple d'un tableau des montants par projet qu'on allait exécuter au cours de l'année 2009 et les origines de fonds

Origine des fonds	**Montant en Fbu**
Fonds propres de l'ODDBU	56.331.865
Trocaire	40.320.567
CAFOD	58.045.000
CAFOD 3	69.260.334
Secours Catholique	27.899.852
MINEDUC	5.181.076
CRS Burundi	84.891.223
MANOS UNIDAS	78.000.000
FÖRDERERVEREIN Abbé Georges RUKUNDO	189.516.733
Economat General	136.820.133
Kindernothilfe	18.000.000

[27] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.34.

CNDRR	308.821.946
Handicap International	9.480.000
PAM-Bujumbura	208.420.706
PDRT	6.997.570
Caritas Belgique	52.000.000
Total	**1.298.486.985**

Source : ODDBU, *Rapport financier*, 2009, p.16.

A travers ce chapitre, nous pouvons remarquer que l'ODDDBU via ses différents départements à savoir le départemet de la santé, de l'assistance sociale, de la communication et de la formation au développpement, des constructions, de l'agriculture et de l'elevage a de nombreuses missions qui œuvre pour la promotion socio-économique de la population. Nous allons essayer de le montrer dans le deuxième chapitre à travers les réalisations de l'ODDBU dans le diocèse de Bujumbura.

CHAPITRE II : LES REALISATIONS DE L'ODDBU DANS LE DIOCESE DE BUJUMBURA A TRAVERS SES PROJETS.

De nos jours, une partie importante de l'assistance au développement est canalisée par les ONG. Dans les pays en développement en général et au Burundi en particulier, différentes ONG sont engagées sur le terrain dans le but d'améliorer les conditions socio-économiques des populations bénéficiaires. Toutes les ONG ont de commun le fait de donner les dons en nature ou en espèces et elles sont généralement apolitiques. Comme nous l'avons déjà dit ci-haut, l'ODDBU exécute des projets soumis par les bailleurs ou ceux qu'elle a élaborés et dont par la suite elle a cherché les financements. Ce sont les mêmes bailleurs qui déterminent la durée d'exécution du projet, la zone d'intervention, ainsi que les bénéficiaires, raison pour laquelle dans les lignes qui suivent vous allez trouver que les projets varient et des fois ne sont pas continuels.

1. Le projet de réinsertion et de réintégration des ex-combattants et des enfants ex-soldats

Le projet de réinsertion et réintégration socio-économique des ex-combattants démobilisés a comme objectif global de contribuer à la consolidation de la paix, la sécurité et la réconciliation nationale en passant par l'amélioration des conditions de vie socio-économique de cette catégorie de personnes et par l'épanouissement de leurs familles mais aussi des différentes communautés d'accueil. Avec ce programme, il était donc important, par la force de cette population encore active, de renforcer ses initiatives à travers essentiellement des activités de promotion de cohabitation pacifique et de la culture de l'esprit du respect des droits de la personne humaine.[28]

1. 1. La réinsertion et la réintégration des enfants ex-soldats

Depuis 2004, l'ODDBU a réalisé un programme de réintégration des enfants soldats démobilisés dans les provinces de Bujumbura et de Muramvya dans le cadre du partenariat avec l'UNICEF : « *Depuis 2004, l'ODDBU réalise ce programme de réintégration des enfants ex-soldats dans les provinces de Bujumbura rural et Muramvya en partenariat avec UNICEF* »[29].

[28] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p. 6.

[29] Entretien avec Jean Didier BIGIRIMANA, chef-adjoint du département de la Formation et communication au développement à l'ODDBU, Bujumbura, le 06 août 2014.

Depuis décembre 2004, un partenariat a été conclu avec le PAM pour l'assistance alimentaire des familles d'accueil.

Au cours de cette année 2004, sur 269 enfants soldats, 252 ont bénéficié de leurs premiers appuis. Chacun recevait les biens en nature valant 135.000Fbu. Le coût total des appuis était de 33.885.000 Fbu. Concernant les appuis à la réintégration scolaire, 69 enfants ex-soldats sur 269 ont bénéficiés d'un premier appui constitué de matériel scolaire, d'uniforme et de minerval et d'autres frais de scolarité. Le coût total était de 3.795.000Fbu.[30]

Dans le but de prévenir un nouveau recrutement de ces enfants ex-soldats, il fallait satisfaire ces derniers sur le plan de leurs besoins psychoaffectifs et fondamentaux, encadrer ceux vivant seuls en ménages et protéger les biens de ceux vivant sans familles.

Au niveau de l'appui aux familles ayant reçu les enfants, chaque famille recevait des biens en nature et toutes les familles étaient visitées mensuellement pour le suivi, l'écoute et le conseil psychosocial. Jusqu'en 2005, 95 enfants ex-soldats avaient déjà réintégré l'école. L'ODDBU soignait les enfants considérés comme des cas spéciaux dans le cadre du projet.[31]

En 2006, dans le même projet de démobilisation, réintégration et prévention de recrutement des enfants ex-soldats, les activités réalisées étaient regroupées en huit interventions qui se présentaient comme des piliers du projet. Il s'agit de la préparation des communautés d'accueil, de l'appui en nature aux familles ayant reçu les ESD, de l'appui scolaire et formation professionnelle, de l'appui psychosocial, de l'appui aux cas spéciaux, de l'appui aux initiatives des jeunes et de la prévention du VIH/SIDA.

En 2011, dans son projet de réintégration communautaire des enfants affectés par les conflits, 100 enfants (35 filles et 65 garçons) ont été identifiés sur base des critères suivants : enfants sortis des groupes armés de moins de 18 ans, jeunes affectés par les conflits et enfants vulnérables, âgés de 18 ans encore à l'école primaire. Tous ces enfants identifiés ont reçu leurs kits scolaires. 74 parents ou tuteurs d'enfants ont été financés en groupements : 10 projets (élevage des chèvres, commerce). Pour qu'ils soient réintégrés socialement, tous les 100 enfants ont été suivis et encadrés par les animateurs et référents communautaires.

---

[30] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p. 5.

[31] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2005, p.7.

1. 2. Le projet de réinsertion et de réintégration socio-économique des ex-combattants

L'ODDBU a réalisé ce projet depuis 2005 comme Partenaire d'Exécution Local (P.E.L) au niveau des provinces de Bujumbura et de Bujumbura Mairie et cela dans le cadre de la convention avec le Secrétariat Exécutif de la Commission Nationale de Démobilisation, de Réinsertion et de Réintégration des ex-combattants (SE/CNDRR), l'exécution du programme d'appui à la formation professionnelle et/ou à la promotion de l'entreprenariat en faveur des ex-combattants. En 2005, le montant alloué à ce projet était de 95.400.000Fbu pour 150 ex-combattants : « *La première convention de partenariat avec SE/CNDRR pour la réintégration des ex-combattants a été signée le 7 février 2005 et concernait 150 démobilisés. La deuxième convention a été signée le 7 février 2006 et concernait 467 démobilisés. L'ODDBU était partenaire d'exécution local du projet au niveau des provinces de Bujumbura Rural (sic) et de Bujumbura Mairie* »[32].
Un autre projet pour les ex-combattants était orienté vers les Activités Génératrices de Revenus (AGRs).

Pour donner une interprétation commune de ce qui est une AGR et en tenant compte de tout profit et un avantage issus d'une action menée pour ce but, nous pouvons retenir qu' « *une activité génératrice de revenu est une action posée par un individu ou un groupe d'individus en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, ou bien en nature, réutilisable pour l'acquisition d'autres biens et services* »[33]. La mise en œuvre des activités remonte au 12 mars 2008, date de signature de convention entre l'ODDBU et le SE/CNDRR concernant l'appui à 259 ex-combattants de la province de Bujumbura. Les premières activités de terrain étaient centrées sur l'identification des bénéficiaires, de leurs microprojets ainsi que des sites d'exécution de ces microprojets.
Sur les 259 ex-combattants prévus, 258 ont été effectivement appuyés. Chacun bénéficiait d'un appui en nature équivalent à 600.000 Fbu. L'octroi des appuis était effectué par le personnel de l'ODDBU, assisté par les points focaux communaux, les représentants des ex-combattants et quelque fois en présence du coordinateur du Bureau Régional Ouest.

---

[32] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2006, p.13.
[33] NKURUNZIZA, R., *Op.cit*, p.57.

Jusqu'en 2012, 741 microprojets correspondants aux 741 ex-combattants (petit commerce, élevage de vaches et des chèvres, agriculture, couture, salon de coiffure) avaient été déjà conçus et mis en œuvre en faveur des ex-combattants. Ces démobilisés avaient déjà été appuyés.[34]
Selon le chef-adjoint du département de la Formation et de la communication au développement à l'ODDBU[35], ce n'était pas le personnel de l'ODDBU qui choisissait les bénéficiaires, c'étaient les centres de démobilisation qui envoyaient les listes à l'ODDBU. Pour chaque commune, il y avait un responsable, lui-même démobilisé, appelé point focal, qui facilitait le choix des démobilisés. Les militants combattants n'étaient pas concernés par cet appui. Les activités de démobilisations se clôturaient par le suivi accompagnement des AGR qu'ils avaient initiées.[36]
Au niveau de la réintégration sociale, dans le but d'assurer la promotion de la cohabitation pacifique, la résolution pacifique des conflits et la réconciliation entre les ex-combattants et les communautés d'accueil, plusieurs formations étaient faites entre autres : la formation sur la médiation, la communication interpersonnelle, la résolution pacifique des conflits; la formation sur les préventions des violences liées au genre; la formation sur les droits de la personne humaine en général et de la personne handicapée en particulier; la formation sur le leadership en général et en particulier sur la place de la femme dans le leadership au Burundi; la formation sur la communication et la facilitation ainsi que la gestion des rumeurs.

En 2012, dans le but de renforcer la réinsertion et la réintégration socio- économique des ex-combattants, diverses séances de renforcement des capacités ont été organisées et les thèmes développées concernaient notamment la création de l'emploi, l'organisation et la gestion des associations, l'entreprenariat, la conception et l'élaboration d'un projet, la gestion agro-pastorale, le plaidoyer auprès des institutions de micro finances, la chaîne de solidarité communautaire, la lutte contre les violences basées sur le genre, le leadership en général et le leadership féminin en particulier, la résolution pacifique des conflits.
Dans le but de la réconciliation communautaire, différents événements étaient organisés à savoir les courses à pied, un tournoi sous régional de football pour la paix, des matchs de football intra-zonal de football, des concours de danses traditionnelles.[37]

[34] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2012, p.13.
[35] Entretien avec Jean Didier BIGIRIMANA, chef-adjoint du département de la Formation et de la communication au développement à l'ODDBU, Bujumbura, le 06 août 2014.
[36] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.17.
[37] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2012, p.14

2. Le secteur de la santé

Dans ce secteur, l'ODDBU intervient à travers 3 principaux projets à savoir la coordination des centres de santé, la formation et l'encadrement des AT ainsi que le projet de lutte contre le SIDA.

2. 1. La coordination des centres de santé agréés par l'ODDBU

C'est un projet de coordination et de supervision ou d'encadrement au niveau centralisé, des activités des structures sanitaires du diocèse de Bujumbura. Pour ce faire, l'ODDBU organise les ateliers et les visites de formation, d'information et d'échange avec le personnel soignant afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des soins de santé.

Pendant longtemps, les activités y relatives ont été soutenues financièrement par MEMISA, devenu plus tard CORDAID. Son appui a été clôturé en juillet 2004. Néanmoins, avec ses fonds propres, l'ODDBU a pu encadrer le CDS de Karinzi par des visites et rencontres d'échange avec ses intervenants (Bureau provincial de la Santé, MSF Suisse, Administration provinciale) dans le but de reprendre sa gestion par le diocèse, il était jusqu'alors géré par MSF Suisse en situation d'urgence. C'est dans cette perspective de la reprise de la gestion de ce CDS par le diocèse que des dons en médicaments, matériel médical et une ambulance ont été octroyés par MSF Suisse afin de reprendre les activités.

En 2006, 3 visites ont été faites au CDS de Karinzi, une visite d'échange d'expérience a été faite à Munanira avec le personnel du CDS de Karinzi ainsi que 3 rencontres d'échanges avec le personnel du CDS de Kinama.[38]

En 2008, avec un fond donateur privé de 10.000 Euros, une rencontre formative de 2 jours, avec les responsables des structures des CDS agréées a été organisée par l'ODDBU. En outre, le projet a mis à la disposition de l'ODDBU les outils de travail suivants : 2 machines ordinateurs (portable et fixe), un appareil photo numérique, un électro-projecteur, une voiture ainsi que la réfection d'une salle de réunion et son équipement.[39]

---

[38] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2006, p.14.
[39] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.18.

2. 2. Projet de lutte contre le SIDA

Depuis quelques années, le SIDA est à la une de l'actualité. D'aucuns pourraient penser que c'est un effet de mode ou une exagération des acteurs impliqués dans la lutte contre ce fléau. Elle frappe particulièrement les pays pauvres et spécialement l'Afrique. Cette pandémie décime les familles, désorganise les structures sociales et compromet les efforts de développement durable puisqu'elle attaque la tranche de la population la plus active. La façon de faire face à cette épidémie, est variable et semble évoluer dans le temps. L'ODDBU ne se limite pas à la prévention seulement, elle s'intéresse aussi à alléger la souffrance de ceux qui sont déjà malades et son intervention dans le sens d'accompagnement comme le souligne Rotsart : « *Soigner les malades, les soulager et si possible les guérir c'est l'aspect curatif de la médecine. Toutefois, traiter les malades ne suffit pas pour garder toute une communauté en bonne santé ni surtout pour améliorer l'état de santé de l'ensemble de la population. En effet, à peine sorties de l'hôpital, les personnes guéries rentrent chez elles et se retrouvent en contact avec les mêmes risques que ceux d'avant l'hospitalisation. Il faut donc que l'action médicale, non seulement attende le malade au dispensaire ou à l'hôpital, mais étende la protection de la santé en se rapprochant de la population et en allant vers elle*»[40].

Dans les lignes qui suivent, nous allons voir comment l'ODDBU essai d'atténuer les conséquences de ce fléau à travers son intervention dans l'action de lutte contre le SIDA.
Ainsi donc, avec un appui financier de Secours Catholique France, l'Organisation Diocésaine pour le Développement de Bujumbura exécute des activités de lutte contre le SIDA depuis près de 2011.

L'objectif global de ce programme, c'est d'améliorer la santé de la population par la prévention du VIH/SIDA et la prise en charge des personnes infectées ou affectées par VIH/SIDA. Et pour y parvenir, le diocèse de Bujumbura à travers l'ODDBU organise des séances de formations avec les animateurs paroissiaux de lutte contre le SIDA, multiplie les séances de sensibilisation, appuie la prise en charge médicale des PVVS et appuie les AGR des personnes affectées par SIDA.

[40] ROTSART et alii, *L'enfant et la santé*, Kinshasa, B.E.R.P.S., 1980, p.17.

Avec son programme de lutte contre le SIDA, le diocèse de Bujumbura à travers l'ODDBU organise des ateliers à l'endroit des animateurs des consultations médicales et à l'intention des PVVS, distribue aux orphelins du SIDA le matériel scolaire.

En 2006, une rencontre de deux jours a été organisée à l'intention des 34 animateurs, 2400 séances de sensibilisations ont eu lieu et touché plus de 100.000 personnes, 600 consultations médicales à l'intention des PVVS ont été effectuées, 1018 orphelins du SIDA ont bénéficié d'un appui scolaire.

Au cours de l'année 2008, une session de deux jours pour les 34 animateurs paroissiaux de lutte contre le SIDA a été organisée, ainsi qu'une rencontre d'échange avec les comités paroissiaux de lutte contre le SIDA dans les 17 paroisses.

En 2009, 2560 séances de sensibilisation ont eu lieu et ont touché plus de 110.000 personnes, 612 cas des PVVS des paroisses de Kinama, Ryarusera et Munanira ont été appuyées financièrement, une rencontre de deux jours a été organisée à l'intention de 34 animateurs.[41]

En 2011, dans le but de renforcer la prise en charge thérapeutique et psychosociale des PVVS, développer la prise en charge nutritionnelle des PVVS et de leurs ayant droits, l'ODDBU avec l'appui financier du Fonds Mondial via RBP[+] a réalisé les activités suivantes : 296 vulnérables (OEV) ont été soignés, 1400 kits scolaires ont été distribuées aux OEV de l'école primaire les plus nécessiteux, 150 kits scolaires de l'école secondaire les plus nécessiteux, 420 kits nutritionnels (suppléments nutritionnels) ont été distribués aux PVVS et 70 PVVS assistées, 57 kits de nutrition ont été données aux PVVS sous ARV démunies, 8 ateliers de démonstration culinaire, 80 PVVS sous ARV assistées. La même année au mois de juin, une évaluation externe du projet en termes de performance, d'approche et d'impacts a été faite. [42] Ces activités ont été réalisées avec un Programme d'Intensification et de Décentralisation de Lutte contre le SIDA, PRIDE en sigle. Ainsi, le premier objectif de la consultance était d'évaluer les processus de lutte contre le SIDA et de prise en charge mis en place et de vérifier que les interventions menées ont permis d'atteindre les objectifs et résultats attendus. Le deuxième objectif était d'élaborer, de manière participative, des recommandations sur l'orientation future du projet et d'établir les

[41] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2.009, p.23.
[42] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2011, p.13.

bases d'un nouveau programme de lutte contre le SIDA. Des recommandations allant dans le sens d'améliorer et de diversifier les interventions ont été formulées.[43]

Photo n°1: Les personnes vivant avec le VIH/SIDA encadrées par le centre de santé de Kinama



[43] ODDBU, *Programme diocésain de lutte contre le SIDA, Rapport des activités, de Septembre 2011 à Août 2012*, p.3.

Tableau n°2: Permanence d'accueil : les personnes écoutées par les animateurs paroissiaux de lutte contre le SIDA (janvier-décembre 2005)

Paroisses / Intitulés	Buhonga	Bukeye	Banga	Ijenda	Karinzi	Kiganda	Kinama	Kivoga	Magara	Matara	Mubimbi	Munanira	Muramvya	Mutumba	Rusaka	Rushubi	Ryarusera	Mayuyu	Total
Nombre total des personnes écoutées	180	211	100	909	133	243	3261	234	143	192	118	450	337	229	257	136	258	78	**7451**
Orphelins du SIDA identifiées	128	119	23	122	46	173	537	157	94	105	83	152	150	116	151	95	145	45	**2407**
PVVS écoutées	14	42	38	380	17	29	1989	32	14	36	11	95	26	46	89	10	51	7	**2926**
Nombres des cas referees pour le dépistage	28	50	39	417	70	41	735	45	35	51	24	146	98	103	117	31	61	26	**2118**

N.B : Ces effectifs constituent les anciens et les nouveaux, une seule personne peut solliciter la permanence d'accueil plusieurs fois par période précise.

Tableau n°3: Prise en charge des PVVS (janvier-décembre 2005)

Mois / CDS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL
Kinama	56	60	70	74	82	79	82	74	72	79	73	78	**879**
Munanira	35	32	32	29	23	13	20	20	23	23	20	24	**294**
Ryarusera	20	12	12	10	16	14	13	20	12	19	20	12	**184**
Bukeye	-	-	-	-	-	7	7	-	-	-	-	-	**14**
Total	**111**	**104**	**118**	**113**	**121**	**113**	**115**	**114**	**107**	**121**	**113**	**114**	**1371**

N.B Ces effectifs constituent les anciens et les nouveaux. Ceux-ci peuvent devenir nouveaux cas lorsqu'ils se font soigner pour une maladie différente de la précédente.

2. 3. Projet de formation et encadrement des accoucheuses traditionnelles

Dans le but de contribuer à la promotion de la santé maternelle et infantile, l'ODDBU a mis en place un projet de formation et d'encadrement des AT financé par TROCAIRE (Caritas Hollandaise). Pour ce faire, l'ODDBU met à la disposition des AT des kits du matériel d'accouchement, assure une surveillance de la gestante avant, pendant et après l'accouchement et assure une motivation des AT. Selon l'assistant au département de la santé « *les AT ne sont pas payées, on dirait qu'elles sont des bénévoles mais nous leur donnons une sorte de motivation comme des pagnes, des parapluies* »[44]. Selon le même enquêté, des fois les conjoints sont invités dans les séances de formation dans le but de redynamiser le dialogue en famille et de surcroît de travailler en synergie afin que le mari sache ce que fait sa femme. En outre, c'est l'occasion de sensibiliser les couples leaders sur différents thèmes à savoir Genre et VIH/SIDA pour que ces derniers soient leurs ambassadeurs dans leurs zones respectives.

C'est ce qu'affirme Olive Bucumi, une accoucheuse traditionnelle de la colline de Ceri dans la paroisse de Mutumba : « *Inama n'ama formations twazigirira hamwe n'abagabo bacu kugira n'abo babumvishe ivyiza biri mu mugambi. Ntamushahara baduha uretse ko baduha ibikoresho nk'amatoroshi kandi ntitwidoga kuko twabikora tubikunda turavye ukuntu abakenyezi bagenzi bacu bahitanwa n'imbanyi bivuye kukutamenya. Ikimenyamenya n'uko nubu projet yahagaze tubandanya twigisha abakenyezi b'ibungenze ivyiza vyo kuvyarira kwa muganga* »[45].

Ce qui peut être traduit ainsi : « *Nous faisions les formations avec nos conjoints pour que, eux aussi, comprennent le bien fondé du projet. Nous n'étions pas rémunérées à part certains matériels qu'on nous donnait comme les torches et nous ne nous en plaignions pas parce que nous appréciions le projet au regard de nos collègues femmes enceintes qui mourraient lors de l'accouchement suite à l'ignorance. La preuve en est que même si le projet est suspendu nous continuons de sensibiliser les femmes enceintes sur le bien fondé de se rendre à la maternité au moment de l'accouchement* »[46].

---

[44] Entretien avec Donatien KUBWAYO, l'assistant au département de la santé de l'ODDBU, Bujumbura, le 18 août 2014.
[45] Entretien avec Olive BUCUMI, agronome à Kabezi, Mutumba, le 29 août 2014.
[46] Notre traduction.

De plus, dans le même but de les motiver, on les soutenait au niveau agro-pastoral en les aidant à créer des opportunités d'obtention des revenus. L'ODDBU leur offrait des semences et les outils aratoires à savoir les semences de haricots, des tiges de manioc, des cordes de patates douces, des plans d'arbres fruitiers, des plants de pomme de terre, des engrais chimiques et des semences potagères.

Photo n°2: Les accoucheuses traditionnelles de Buhonga qui venaient de recevoir houes et semences de haricot



Néanmoins, le programme ne couvrait pas toute l'étendue des paroisses du diocèse puisque l'effectif des AT était réduit. Le projet a été exécuté dans 8 paroisses rurales sur les 16 paroisses que compte le diocèse de Bujumbura.

3. Le projet agriculture et élevage

L'objectif principal poursuivi par le projet est l'amélioration des conditions de vie des populations (repeuplement du cheptel et augmentation de la fumure organique) par la réduction de la vulnérabilité sociale et économique des ménages, la consolidation de la paix, ainsi que la lutte contre la pauvreté à court et à long terme. Ce sont surtout les populations vulnérables qui sont concernées avant tout.

L'approche du projet est orientée vers le développement communautaire à travers la mobilisation des bénéficiaires dont la créativité, l'esprit d'initiative et le sens de responsabilité qui sont des facteurs décisifs pour la réussite du projet. Celui-ci devrait être approprié par les bénéficiaires, depuis l'identification des activités jusqu'à l'exécution, le suivi et l'évaluation.

En 2008, dans le but de lutter contre la mosaïque, un projet de multiplication des boutures de manioc résistant à la mosaïque a été lancé au moment où cette maladie faisait rage presque dans tout le pays : « *Le projet est né du contexte selon lequel la culture du manioc, qui était menacée par la mosaïque dans la sous région, devrait être renforcée à travers un programme sous l'appellation de l'Initiative du manioc dans la région des Grands Lacs(en Anglais :Great Lakes Cassava Initiative, GLCI)* »[47].

Photo n°3 : Champ de manioc sur la colline de Mugendo, en commune de Bugarama



En 2009, dans le but de contribuer à l'amélioration du bien-être des communautés par la promotion des activités agro-pastorales, un projet appelé « Appui aux initiatives de développement agro-pastoral » a été exécuté sur les collines Rweteto et Musumba en commune de Bukeye avec un appui financier de CAFOD (Caritas anglaise). L'ODDBU en tant que partenaire d'exécution a octroyé 6 vaches femelles aux 24 éleveurs soit une vache pour 4 personnes, 11tonnes de plants de pomme de terre, 3150 kg d'engrais chimiques, 37 tonnes de

[47] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p.24.

fumures organiques et de produits phytosanitaires variées ont été distribuées. Des légumes constituées de choux, carottes, poireaux et oignons ont été donnés et semés.

De plus, dans le cadre de la sécurité alimentaire, l'ODDBU a organisé des foires aux semences pour la saison agricole 2010A, en collaboration avec CRS Burundi dans les communes de Mutimbuzi et Nyabiraba. Dans ces communes, 5000 familles ont été appuyées.[48]

En 2008, mis à part les projets ponctuels de distribution classique des semences en collaboration avec la FAO et la foire aux semences organisée en partenariat avec CRS Burundi, deux autres projets ont été exécutés dans le domaine de la sécurité alimentaire, à savoir le renforcement des capacités des groupements de productions et des ménages et vulnérables dans la paroisse de Mubimbi, ainsi que le renforcement de la sécurité alimentaire par l'octroi du cheptel caprin aux ménages vulnérables dans les communes de Mutimbuzi et de Mubimbi.[49]

En 2008, avec un financement de la FAO, 8500 personnes vulnérables des communes de Kanyosha, Nyabiraba et Mutimbuzi ont été assistées en intrants agricoles (58,1 tonnes) équivalents à 3.470.000Fbu. Les bénéficiaires étaient des ménages vulnérables choisies parmi les catégories des personnes suivantes : les orphelins de moins de 18 ans, chefs de ménage sans assistance mais disposant d'une terre cultivable, les veuves ayant des enfant de moins de 13 ans sans assistance mais ayant une terre cultivable, les familles pauvres ayant une terre cultivable et ayant en charge les groupes des personnes suivantes : un enfant mal nourri, une personne souffrant d'une maladie incurable, une personne âgée (plus de 55 ans), une personne infirme, un enfant orphelin de moins de 13 ans, une personne nouvellement rapatrié (entre 3 et 12 mois), les déplacés-retournés ne dépassant pas 6 mois.[50] En 2012, dans le but de permettre à 200 ex-combattants démobilisés des FNL de la commune de Kabezi d'avoir au moins un revenu de 60 Dollars américains par récolte depuis le début du projet jusqu'à sa fin, on a diffusé 200 chèvres femelles de race locale et 20 boucs de race améliorés aux 200 bénéficiaires, de semences à court cycle de production, 1.600.000 boutures de manioc résistant à la mosaïque.

[48] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p.23.
[49] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2007, p.19.
[50] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.24.

Tableau n°4 : Evolution du cheptel caprin au cours de l'année 2005

Zone	Chèvres distribuées		Chèvres mortes		Chèvres remplacées		Chèvres volées		Chèvres vendues		Chèvres saillies	Nombre de naissance		Nombre total des chèvres	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M et F	M	F	M	F
Kiganda	85	850	17	168	3	126	2	3	2	12	351	200	250	267	1043
Munanira	85	850	33	121	3	126	4	3	3	4	400	300	341	348	1189
Kivoga	85	85	41	155	3	127	3	3	2	14	402	301	298	343	1103
Total	225	2550	91	444	9	379	9	9	7	30	1153	201	889	958	3335

Source : ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2005, p.17
F : Femelles

M : males

En 2011, dans le but de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des ménages défavorisées de la commune de Bugarama, un projet intitulé « Initiatives pour la réduction de la pauvreté chez les ménages défavorisées de la commune de Bugarama, colline de Mugendo » a été lancé, financé par CAFOD. Les activités réalisées ont été les suivantes : 54038 plants ont été produits et plantés dans les champs, 256 chèvres femelles et 21 boucs de race locale ont été diffusés à travers 256 ménages individuels, 6000 rejets de banane ont été distribués aux ménages individuels, une visite par semaine a été effectuée par l'accompagnateur, 30 représentants des bénéficiaires ont été formés sur la conduite d'une pépinière et d'un élevage caprin.[51]

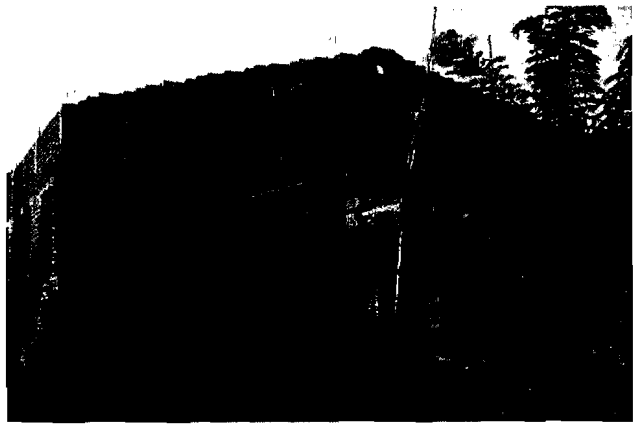
4. Projet de constructions des infrastructures

Depuis 2004, date à laquelle l'ODDBU a connu sa reconnaissance juridique au niveau du ministère de l'intérieur, jusqu'à la fin de l'année 2008, il y avait déjà la construction complète d'une école primaire avec deux latrines à Busoro, dans la commune de Kanyosha en Mairie de Bujumbura, construction d'une école primaire complète avec deux latrines et un home pour enseignants à Rugari en commune de Mbuye, construction d'une école primaire complète avec deux latrines à Burambana dans la commune de Muramvya, réhabilitation du couvent des sœurs

[51] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2011, p.25.

Bene Bernadette à Buyenzi, réhabilitation du presbytère de Muramvya, aménagement de la parcelle de la Maison UCI dans le quartier de Saint Michel , réhabilitation du couvent des Sœurs Bene-Bikira à la paroisse de Muramvya, construction d'un centre de santé à la paroisse de Magara en commune de Muhuta, reconstruction de l'église paroissiale de Rushubi.[52]

Photo n°4: Le centre de santé de Magara en construction



En 2012, avec un financement de MANOS UNIDAS en partenariat avec l'ODDBU, le cycle supérieur du Lycée Sainte Famille de Kinama a été construit (six salles de classe, une direction, une salle de professeur, une bibliothèque et des latrines).

Activités réalisées en 2005 :

Numéro	Activités réalisées	montant	Origine de fonds	Période
1	Réhabilitation de l'école primaire de Kivoga en commune de Mbuye	16.846418Fbu	ONUB/ ODDBU	Du 2/8/2005 au 22/9/2005
2	Réhabilitation de l'école primaire de Gasi en commune de Nyabiraba	18.797.965Fbu	ONUB/ ODDBU	Du 3/8/2005 au 15/10/2005

Dans le but d'améliorer les conditions de culte des chrétiens et d'augmenter la capacité d'accueil, la paroisse de Bukwavu a été construite.

[52] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.32.

En 2009, un centre polyvalent pour les activités caritatives en faveur des personnes en difficultés de l'archidiocèse de Bujumbura, une Maison Diocésaine de la Caritas de l'Archidiocèse de Bujumbura (MADIOCARIBU) a été construit.

5. Projet de distribution des moustiquaires

En 2011, avec l'appui du fond mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme via le ministère de la santé et de lutte contre le SIDA et CED-Caritas Burundi, l'ODDBU a exécuté un projet de distribution de Moustiquaires Imprégnées d'Insecticides à Longue Durée (MIILDA) pour une prévention durable du paludisme.
Le projet a été exécuté dans les deux provinces à savoir Bujumbura et Muramvya et 292113 ménages ont reçu les moustiquaires.[53] Le projet continue jusqu'en 2014.

6. Projet d'appui aux vulnérables

Au sein de ce projet, l'ODDBU accueille des personnes qui ont des problèmes diversifiés comme le manque de subsistance dans les ménages, les problèmes de soins de santé, de frais de scolarité pour les élèves surtout du secondaire, le matériel scolaire, les tickets retour à domicile, le problème de logement, les appuis aux cérémonies funéraires et à la recherche des documents administratifs tels que la carte nationale d'identité, les différentes attestations d'usage, etc. , et les demandes de petits capitaux d'autofinancement pour lutter contre le parasitisme et la dépendance.

Pour le chef du département de l'Assistance Sociale, le nombre des personnes qu'on écoute est assez important : « *L'écoute est une activité permanente et on ne peut pas prévoir l'effectif à accueillir car toute personne qui se présente est normalement accueillie, et chaque cas est traité à part en fonction de la problématique exprimée par chacune. Celles qui nous paraissent dépasser nos compétences sont orientées vers les autres institutions spécialisées* »[54].
Avec les fruits du carême de partage, la Caritas diocésaine vient en aide à certaines personnes qui sont dans le besoin.

[53] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2011, p.22.
[54] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2005, p.5.

En 2005, la priorité a été accordée aux élèves indigents en participant aux frais scolaires. 804.535Fbu est le montant qui a été octroyé pour ces frais scolaires.[55] Au cours de l'année 2008, un effectif de 187 personnes en difficulté a été accueilli et écoutées dont 141 de sexe féminin et 46 de sexe masculin. Parmi elles, 52 personnes ont bénéficié d'un appui financier, d'autres ont eu une aide en nature (vivres et/ou non vivres) récoltées pendant le carême de partage tandis que d'autres ont été référées dans les paroisses de leur ressort ou vers les institutions de prise en charge spécialisées. Les collectes en nature ont été distribuées aux déplacées de la paroisse de Rushubi et aux malades hospitalisés à l'hôpital Roi Khaled et à la clinique prince Louis Rwagasore, à l'association pour l'encadrement des orphelins, des veuves et vulnérables de Kinama (AOVD Nezerwa), à l'orphelinat Oasis Muvyeyi w'Ikigongwe de Gihosha et la coordination des MAC de l'UB par l'intermédiaire de l'Abbé Responsable diocésain de l'Apostolat des Laïcs.[56]

Signalons que pour ce faire, on adresse des correspondances aux paroisses et autres lieux de culte, on distribue des dépliants de sensibilisation et démobilisation de la communauté ecclésiale et on identifie les bénéficiaires dans les paroisses du ressort de l'archidiocèse de Bujumbura.
En 2005, suite à l'appel de venir en aide aux victimes de la famine dans les provinces de Kirundo et Muyinga, le diocèse de Bujumbura a organisé, à travers toutes les paroisses, des collectes destinées à secourir ces populations. En date du 4 mars, les aides collectées ont été acheminées au chef-lieu du diocèse de Muyinga pour qu'à son tour il puisse les faire parvenir aux bénéficiaires. L'aide collectée dans les paroisses et les communautés était composée de : 6.999 kg de haricot, 12.677 kg de mais, 550 kg de farine de mais, 569,550 kg de farine de manioc, 122 kg de riz, 85 savons de lessive, 155 friperies, 3.922.855Fbu (2.194.580 Fbu ayant servi dans la logistique). La même année avec les fruits de partage, la Caritas diocésaine a pu venir en aide aux élèves indigents en participant aux frais scolaires de 33 indigents qui ont été appuyés avec un montant de 804.535 Fbu.[57]

[55] Entretien avec Léonard BANKUMUHARI, chef du département de l'assistance sociale à l'ODDBU, Bujumbura, le 14 août 2014.
[56] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.9.
[57] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2005, p.5.

De mars à juin 2006, l'ODDBU a donné des vivres PAM à 180 ménages ayant reçu les enfants ex-soldats encore sous accompagnement, 75 enfants ont été réintégrés dans les écoles et ont bénéficié du matériel et des frais scolaires estimés à 8.871.080Fbu, 17 enfants ont été inscrits en couture au CEM de Jenda depuis juillet 2006. [58]

En 2007, l'ODDBU en collaboration avec CRS Burundi dans son programme des urgences a appuyé 25 paroisses avec les non vivres : 3568 personnes ont bénéficié de 5020 couvertures, 759 bidons, 1368 pagnes et 8893kg de savons. Ensuite, avec l'appui de la Nonciature Apostolique au Burundi dans le cadre de l'appui aux personnes victimes de la famine (soit un montant de 3.000.000Fbu) : « *165 personnes vulnérables ont été accueillies, écoutées et accompagnées en fonction de la problématique exprimée et des moyens à notre disposition. Parmi elles, 76 ont été accompagnées matériellement et la plupart sont des veuves chefs de ménages* ».[59]

Signalons à ce niveau que les comités paroissiaux de Caritas contribuent beaucoup, surtout en ce qui est de l'identification et de suivi des bénéficiaires.
En 2009, sur les 126 personnes accueillies et écoutées, 50 ont été appuyées matériellement et les autres ont été référées vers les autres institutions. En 2011, 165 personnes qui avaient des problèmes diversifiés ont été écoutées et assistées matériellement.[60]

Au cours de l'année 2012, 102 personnes ont fait appel au service. Parmi celles-ci, 12 ont été appuyées, 2 personnes en AGR, 4 en soins médicaux urgents, 2 en frais de scolarité, 1 en logement et ration alimentaire et 3 ont reçu un ticket retour à domicile. D'autres ont été référées soit dans leurs paroisses d'origine soit vers les institutions spécialisées en fonction du problème exprimé. Une somme de 16.292.170 Fbu a été collectée dans toutes les paroisses de l'archidiocèse. En plus de l'argent collecté, il y avait des dons en nature : 3 tonnes de grains de mais, 1522 kg de haricots sec, 200 de manioc sec, 50 kg de sel ainsi que beaucoup d'habits et des souliers d'occasion. Une grande partie de ces dons a été octroyée au Centre d'Education Spécialisé pour Déficients Auditifs « Notre Dame de la Persévérance » de Gitega[61].

[58] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2006, p.10.
[59] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009, p.8.
[60] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2011, p.1.
[61] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2012, p.8.

Tout comme l'estimation du nombre de sinistrés est biaisée, l'estimation du montant utilisé et des vivres distribués chaque année par l'ODDBU n'est pas facile à établir. Il en est de même pour les projets. Les projets sont mis en exécution par l'ODDBU suivant les recommandations de l'organisme ou de l'institution qui l'a soumis ou suivant le financement que l'ODDBU a obtenu. On va le voir à l'aide d'un exemple d'un tableau récapitulatif des activités réalisées par l'ODDBU en l'an 2004.

Tableau n°5: Exemple d'un tableau récapitulatif des activités réalisées par l'ODDBU en l'an 2004

Noms des projets	Objectifs spécifiques	Durée du projet	bailleurs	Budget total	Zone d'intervention	Nombres de bénéficiaires
1. Programme de réhabilitation agricole 2003-2005	Améliorer le rendement moyen des exploitations	2003 à 2005	gouvernement belge	400.000 Euros	Paroisse de Kivoga	7500
2. Formation et encadrement des CDS	-Assurer un encadrement régulier des CDS -Faire une formation continue du personnel des CDS	Juillet 2003 à juillet 2004	CORDAID	8.291.207Fbu	14 centres de santé agréés du diocèse de Bujumbura	12 équipes de prise en charge
3. Lutte contre le SIDA	Assurer un encadrement régulier des équipes de prise en charge et de lutte contre le SIDA par des formations de suivi	Août 2004 à juillet 2005	CEP/CNLS	50.040.000Fbu	13 CDS ciblés dans le diocèse de Bujumbura	12 équipes de prise en charge
4. Programme diocésain de lutte contre le SIDA	-Sensibiliser la population du diocèse de Bujumbura -appuyer médicalement les PVVS -Appuyer les AGR des PVVS et orphelins du SIDA	2004 à 2006	Secours catholique	50867 Euros	16 paroisses rurales du diocèse et paroisse de Kinama	32 animateurs -1000 PVVS -1000 orphelins du SIDA
5. Formation et encadrement des AT	-Améliorer les connaissances des AT -Approvisionner les AT en kit pour accouchement a domicile	Août 2004 à juillet 2005	Trocaire	13000 Euros	Paroisses de Magara et Matara	80 AT

6. Programme de lutte contre la malnutrition	-Assurer une supplémentassion nutritionnelle aux enfants, femmes enceintes et allaitantes mal nourris -Assurer un dépistage chez les enfants mal nourris	Continue depuis 1994	Caritas Secours International	-	Les centres nutritionnels de Bukeye, Ryarusera, Rusaka	-760 enfants - 55 femmes
7. Construction de la fondation de la future paroisse de Bukwavu	Doter la paroisse de Bukwavu une église	Juillet 2004 à septembre 2004	OPM via Economat GENERAL	20.538.000Fbu	Frère Louis SABUKWANKA	Paroisse de Bukwavu
8. Réintégration des ESD	Réintégrer dans leurs communautés tous les ESD	Février 2004 à date indéterminée	UNICEF	-	-Structure Centrale du projet - Administration locale -CPLSs -DPEs	320 ESD
9. Formation et travail à la menuiserie de Mpimba	Pouvoir à 35 prisonniers de Mpimba une formation en menuiserie en rémunérant leurs familles pendant 8 mois	Septembre 2004 à juillet 2005	Caritas Italiana	-	Prison de Mpimba	35 prisonniers
10. Assistance sociale	Assister les élèves indigents par payement du minerval et les personnes les plus vulnérables de diverses manières	continue	Collecte des Caritas paroissiales	46.170.375 Fbu	Diocèse de Bumbura	84 élèves indigents

Source : ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009

Comme nous venons de le voir à travers ce chapitre, cette ONG s'est lancée depuis 2004 dans des activités multiples au Burundi. Notons également que la liste des projets exécutés par l'ODDBU n'est pas exhaustive. L'objectif de ces activités est d'améliorer les conditions de vie des populations, mettre en place des services sociaux.etc. Sont-elles des réponses aux questions de développement socio-économique ou d'atténuation de la pauvreté?

L'analyse de l'action de l'ODDBU sur le développement socio-économique du diocèse de Bujumbura fera l'objet du 3ème chapitre.

CHAPITRE III : ESSAI D'EVALUATION DE L'ŒUVRE DE L'ODDBU DANS LE DIOCESE DE BUJUMBURA

Dans tous les cas, le véritable critère de la réussite d'un programme de développement est son impact sur les bénéficiaires. Toutefois, si l'on s'accorde à reconnaitre que les programmes doivent être évalués en fonction des avantages qu'ils engendrent, il est rare que l'on recueille systématiquement des renseignements quant à leur impact. En conséquence, il est peu de programmes dont on puisse prouver qu'ils ont atteint leurs objectifs ultimes et moins encore, dont on puisse dire pourquoi ils ont réussi ou échoué.

Pour ce qui nous concerne, nous allons essayer de faire l'évaluation des œuvres réalisées par l'ODDBU, car « *aucune évaluation n'est capable de donner une image précise et complète. Il s'agit plutôt d'une approximation qui doit cependant être faite avec la plus grande précision possible* »[62].

Le propre de l'évaluation est bien de s'interroger non seulement sur les moyens utilisés pour atteindre les objectifs mais encore sur les objectifs eux-mêmes ou plus subtilement de vérifier le bien fondé de l'hypothèse implicite ou explicite.[63]

Vu l'ampleur des besoins en matière de développement socio-économique dont a besoin la population du Burundi en général et du diocèse de Bujumbura en particulier, beaucoup reste à faire comme on va le voir dans les pages qui suivent, étant donné que le développement exige la conjugaison des efforts de tous les partenaires intervenant dans ce domaine. Néanmoins l'ODDBU a réalisé pas mal d'activités aux impacts positifs dans différents secteurs même si les défis ne manquent pas.

1. Impact de l'œuvre de l'ODDBU sur les secteurs sociaux

Les activités réalisées dans les secteurs sociaux ont produit des impacts significatifs. Quelques traits sont à dégager : l'amélioration des conditions sanitaires grâce aux structures de santé agréées du diocèse dont l'ODDBU en assure la coordination et l'encadrement, allégement de la

[62] DESMET, D., *Critères et méthodes d'évaluation des projets de développements*, Bruxelles, Contradictions, 1976, p.4.
[63] NIOCHET, J.P. et ROBERT, P., *L'évaluation des politiques publiques*, Paris, Economica, 1984, p.232.

souffrance liée à l'insécurité alimentaire, l'assistance des élèves indigents, le repeuplement du cheptel, la création d'emploi, le financement en AGR, etc.

1.1. Impact au niveau de l'assistance sociale

Au point de vue de l'assistance sociale, l'ODDBU a réalisé beacoup d'activités dans le diocèse de Bujumbura. Au cours de notre enquête, nous avons constaté que les conditions sociales de la population visitée ont connu une certaine amélioration. L'enquête menée auprès des ex-enfants soldats nous ont permis de constater que ces derniers ont progressivement réintégré la vie sociale et communautaire dans leurs milieux de vie ; certains, arrivés à la majorité, fondent leurs foyers; ils sont devenus conscients de leur rôle dans la production pour augmenter le revenu familial, l'appréciation de la communauté quant à leur intégration socio-économique est généralement bonne. Comme nous l'avons souligné au deuxième chapitre, la plupart des enfants ex-soldats ont retourné sur le chemin de l'école. De plus, le mouvement associatif devient de plus en plus une réalité dans la majeure partie de ses zones d'intervention.

Néanmoins, l'ODDBU ne parvient pas à honorer les sollicitations d'assistance suite aux contraintes structurelles. Ces contraintes sont notamment le manque de moyens et de réponses aux urgences, le manque de moyens financiers à la hauteur des besoins et attentes des populations à secourir et enfin la généralisation de la pauvreté et d'indigence : « *La pauvreté extrême qui caractérise les populations aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain font que le nombre de personnes vulnérables s'accroît au jour le jour et sous des formes variées : enfants et adultes de la rue, les sans terres, les orphelins et les veuves du SIDA et de la guerre, les personnes traumatisées, les indigents, etc.* »[64].

De plus, les aléas climatiques et la mauvaise conjoncture économique accentuent le phénomène d'indigence et de la pauvreté. Dans ces contraintes, force est de constater que la persistance de la guerre et d'insécurité qui a secoué le pays ces dernières années est à la base de l'augmentation constante de la proportion des populations sinistrés. De même, la persistance de la crise économique et la paupérisation y afférente, la pandémie du VIH/SIDA et d'autres fléaux font de nouvelles victimes qui ne cessent d'élargir le cercle déjà immense des sinistrés. Les enfants

[64] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.35.

abandonnés, les jeunes déscolarisés et désœuvrés, les orphelins, les veuves sont d'autant de victimes qui, chaque fois, amplifient le phénomène d'indigence. C'est pourquoi les effectifs des sinistrés gardent un caractère dynamique et varie d'un mois à un autre. Or, les moyens dont dispose l'ODDBU sont loin de couvrir les besoins des sinistrés dans la mesure où il est difficile de mobiliser les financements pour couvrir les besoins exprimés.

Le manque de financement et de fonds propres de l'ODDBU constituent également une autre contrainte : *«La contrainte majeure est liée aux limites budgétaires. Des fois les projets sont financés à moitié, d'autres pas du tout du fait que l'on ne trouve pas facilement les partenaires prêts à financer les projets, ce qui fait que les activités que l'on souhaite exécuter ne sont pas réalisables»*[65].

Parmi les principales problématiques exprimées, nous avons noté entre autres : les conditions socio-économiques désastreuses des ménages (pauvreté extrême des familles, la famine et le manque des moyens de subsistance élémentaires,...), les déplacements nombreux de la population rurale vers le milieu urbain à la recherche de quoi survivre et qui veulent réintégrer leur milieu d'origine,le fléau du VIH/SIDA qui limite les potentialités familiales et individuelles, baisse le rendement au sein des ménages et élève l'effectif des orphelins indigents, les demandes d'appui en soins de santé, en frais de scolarité et en matériel scolaire pour les familles indigentes,les contributions pour les cérémonies funéraires des personnes décédées dans les hôpitaux de Bujumbura, les demandes d'appui en capital d'autopromotion en collaboration avec les membres des comités paroissiaux de Caritas.[66]

1.2. L'impact de l'œuvre l'ODDBU au niveau de la santé

Dans ce secteur, l'œuvre de l'ODDBU à travers ses programmes a un impact significatif sur l'amélioration de la santé de la population. Comme nous l'avons montré au deuxième chapitre, les sensibilisations, les formations et les suivi-accompagnements à l' endroit des bénéficiaires des services offerts par le diocèse préoccupe l'ODDBU.

Pour le secteur de la santé, l'ODDBU à travers les structures de santé agréées joue le rôle de coordination et d'encadrement de ces dernières. Pour ce faire, les formations à l' endroit du

[65] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.22.
[66] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008, p.9.

personnel soignant sont organisées à plusieurs reprises pour améliorer la qualité des soins dans ces structures de santé.

Aujourd'hui où le monde connait un fléau sans précédent qu'est le SIDA , toutes les activités ou institutions sont mobilisées afin de limiter la propagation de cette maladie. Dans cette mobilisation, les Eglises n'ont pas fait la sourde oreille.

Depuis que le SIDA existe, son infection a entraîné un fonctionnement psychologique tout particulier. Lorsque le malade apprend pour la première fois qu'il est infecté, il a le choc. Il risque d'être bouleversé et désorienté. Il faut dans un pareil cas avoir à ses côtés quelqu'un de confiance. Le fait d'être infecté conduit à d'autres sentiments comme la crainte, la peur, la solitude, le sentiment de gêne, la dépression, etc. Le sentiment de solitude disparaît quand la personne infectée est aidée et acceptée par l'entourage. CNLS joue le rôle de coordination des activités réalisées par les ONG locales et internationales en matière de lutte contre le SIDA. Il a été mis en place par le décret présidentiel n° 100/07 du 18 juillet 2001[67].

Dans ce programme de lutte contre le SIDA, l'ODDBU assure la prise en charge médicale, psychosociale et nutritionnelle. La prise en charge par l'ODDBU des orphelins du SIDA suppose d'abord des ressources pour satisfaire les besoins alimentaires, psychosociaux et des soins médicaux. Pour ce qui concerne la prise en charge médicale, l'idéal serait le traitement des infections opportunistes et l'accès aux antirétroviraux.

Une personne atteinte par le VIH/SIDA ou qui se sent atteint manifeste beaucoup de réactions face à la maladie. Il faut donc l'aider à gérer ses émotions par un accompagnement adéquat car le malade devient moralement et même économiquement affaibli par cet état de choc d'une maladie incurable. Les CDS agréées par l'Etat et soutenu par l'ODDBU assurent dans cette optique une prise en charge médicale, psychosociale et dans une moindre mesure nutritionnelle.

---

[67] NYANDWI S., *La contribution de la communauté islamique au Burundi (COMIBU), dans la lutte contre le SIDA (1999-2005)*, Bujumbura, UB, FLSH, mémoire, 2007, p.47

Des auteurs comme Desclaux et Reynaut montrent bien les dimensions du soutien psychologique: « *le soutien psychosocial consiste à aider un individu, à s'adapter à une situation, à évoluer personnellement dans le sens d'une meilleure intégration sociale. Le soutien consiste de ce fait à considérer l'homme dans sa globalité en tenant compte de tous les aspects (aspect social, aspect psychologique, aspect économique, aspect juridique et aspect spirituel) surtout dans le cas précis où l'infection du VIH/SIDA entrave le développement de l'être humain sous ses aspects, le soutien social devient une nécessitée*»[68].

Néanmoins, au cours de notre enquête, nous nous sommes rendu compte que les PVVS se heurtent à beacoup de difficultés liées au soin de santé. Joseph Nzaniye, conseiller de l'Association des Séropositifs de Kinama (ASSEKI), affirme que les PVVS reçoivent seulement les ARV mais qu'ils ne reçoivent pas les médicaments opportunistes : « *Aha kuri centre de santé baraduha imiti yo gupfupfahaza ariko imiti y'ingwara y'ivyuriririzi ntayo baduha batubwira kwatayo bafise ngo tuje kuyigurira mumafarumasi yandi. Murumvako bica bitugora na rirya dusanzwe turi mu bukene. Hariho n'abapfa bivuye kukubura iyo miti* »[69].

Ce qui peut être traduit littéralement : « *Ici au centre de santé on ne nous donne pas les médicaments pour les maladies opportunistes, on nous donne seulement les ARV, on nous dit d'aller les acheter ailleurs dans d'autres pharmacies puisqu'ici il n'y en a pas. Vous comprenez donc que ça devient un problème sérieux surtout que nous vivons dans la misère, il y a même ceux qui meurent à cause du manque de ces médicaments* »[70].

C'est ce qu'affirme la responsable de l'équipe de prise en charge ARV au CDS Kinama : « *Ce n'est pas seulement ici au CDS Kinama, c'est plutôt un problème national. Le CNLS qui nous finançait auparavant ne le fait plus actuellement* »[71].

La même enquêtée ajoute que les CDS soutenues par l'ODDBU poursuivent normalement la prise en charge psychosociale par des formations continues à l' endroit des PVVS.

---

[68] DESCLAUX A. et REYNAUT C., (Sous la dir.), *Le dépistage VIH et le conseil en Afrique du Sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1997, p.240.

[69] Entretien avec Joseph NZANIYE, conseiller de l'ASSEKI, Kinama, le 28 août 2014.

[70] Notre traduction.

[71] Entretien avec Léa SIKUBWABO, la responsable de l'équipe de prise en charge ARV au CDS Kinama, Kinama, le 28 août 2014.

Grâce aux autres structures de l'Eglise (paroisses, comités ecclésiaux de base, etc.,) qui se ramifient aux collines, ODDBU possède en réalité un véritable réseau qui lui permet de faire un suivi de la situation sanitaire et épidémiologique diocésain.

1.3. Impact dans le secteur éducatif

L'éducation ne se limite pas à la scolarisation uniquement. Le terme éducation dans un sens élargi, est apparenté à la notion d'acquisition des connaissances. Trois catégories d'acquisition de connaissances d'éducation sont identifiées [72]

-Il y a d'abord l'éducation officielle qui est dispensée dans les institutions appelées écoles. Ses bénéficiaires sont habituellement des jeunes gens qui n'ont pas encore commencé la vie professionnelle.

Il y a ensuite l'éducation non officielle libérée sous formes de programmes organisés de formation par des ateliers et qui sont souvent suivis par les adultes et qui est généralement spécialisée et de courte durée. L'éducation non officielle peut contribuer à la formation relative, à l'apprentissage des métiers ou porter sur d'autres sujets (alphabétisation, vie familiale ou éducation civique),

Et enfin l'éducation marginale qui est l'acquisition des connaissances en dehors de tout cadre institutionnel ou de tout programme organisé. Les gens apprennent beaucoup de choses chez eux, à leur travail et dans la collectivité en général.

Monseigneur Grauls était profondément convaincu de la place de l'école dans un pays en pleine évolution. Il écrivait le 15 mai 1942 :«*L'école est pour toutes les causes qui veulent durer une question de vie et de mort. C'est là un axiome qui n'est plus à prouver. C'est pour cela que partout les facteurs des doctrines nouvelles et en particulier les ennemis de la religion ont cherché avant de s'emparer de la jeunesse des écoles. C'est pour cela aussi que la Sainte Eglise demande que les écoles soient mises au tout premier rang des œuvres d'apostolat*»[73].

L'éducation peut donc se définir en termes généraux, en tant que l'ensemble des méthodes de formation humaine, ou de manière plus étroite, en tant que processus survenant dans les

[72] NKURUNZIZA, R., *op.cit*, p.115.
[73] PERRAUDIN, J., *Naissance d'une église, Histoire du Burundi chrétien*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 1963, p.130.

institutions spécialisées appelées écoles[74]. L'éducation constitue indiscutablement la forme essentielle d'épanouissement des ressources humaines, et ce, dans plusieurs acceptions.

Le Burundi est depuis quelques décennies confronté à des déficits du système éducatif. Plusieurs efforts ont été consentis par le ministère de tutelle dans le but de rehausser le niveau de l'enseignement, de tendre à l'éducation pour tous et de parvenir à l'adéquation formation-emploi[75]. Néanmoins, des handicaps comme le faible niveau de revenus de la population, les maigres ressources budgétaires alloués à l'éducation, etc., empêchent l'accès à l'éducation scolaire. L'on sait sans doute que nombre d'enfants en âge scolaire restent à la maison pour plusieurs raisons au moment où d'autres quittent le banc de l'école à mi-parcours parce que les parents n'ont pas été capables de s'acquitter des frais scolaires. L'introduction de la mesure de la gratuité d'enseignement au niveau du primaire à partir de l'année scolaire 2005-2006 est venue redresser la situation.

Dans ce domaine éducatif, l'ODDBU met un accent particulier sur l'éducation formelle. On a vu au deuxième chapitre qu'elle distribue du matériel pédagogique aux enfants orphelins selon que le besoin se fait urgemment sentir. Les enfants orphelins de l'école primaire de Kinama avec qui nous nous sommes entretenus apprécient le matériel que leur donne l'ODDBU. Certains d'entre eux nous ont affirmé qu'ils auraient sinon abandonné l'école suite au manque du matériel didactique.

C'est dans le but de contribuer à la scolarisation des enfants que l'ODDBU a réhabilité et/ou construit certaines écoles dans le diocèse de Bujumbura. En réhabilitant ces écoles, cet organisme visait l'éducation officielle.

1.4. Impact des formations continues aux agents des CDS

Nous l'avons vu au deuxième chapitre, l'ODDBU organise des formations continues à l'endroit du personnel des CDS gérées par elle. Et pour comprendre ce que c'est la formation, il faut placer ce concept dans le même sens que le mot enseignement. Ces deux mots sont associés à

---

[74] GILLS, M., *Economie du développement*, Bruxelles, Editions universitaires, 1990.p.256.
[75] NKURUZIZA, R., *op.cit*, pp. 113-114.

l'éducation qui désigne le développement de l'être dans sa totalité sans le réduire à l'acquisition de savoir intellectuel ou de savoir-faire manuels.

Le concept *formation* au sens courant du terme recouvre un certain nombre de significations. Selon Charles Benabou, *« la formation est l'ensemble des activités d'apprentissage visant l'acquisition des connaissances, d'habiletés et d'aptitudes propres à faciliter l'adaptation des individus et des groupes à leur environnement socio-économique et en même temps la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisation»*[76].

Quant à Diverrez, «*la formation a lieu lorsque les études faites et les stages effectués préparent le candidat à obtenir une promotion. Et au sens large, la formation désigne l'ensemble des actions qui tendent à la valorisation du personnel, qu'il y ait ou non promotion»*[77].

Toutes ces définitions nous montrent qu'un concept peut être défini suivant le sens que lui donne chaque auteur. Mais elles convergent sur un même point à savoir préparer les hommes à des tâches qu'ils auront à accomplir.

La formation continue quant à elle, est une composante essentielle de la gestion du système de la santé. Il s'agit en effet du principal moyen de préserver ou d'améliorer la qualité de travail des agents de santé. C'est aussi le moyen le plus important d'adapter le comportement professionnel des agents de la santé aux besoins actuels ou de tenir compte de leur évolution. En particulier, la formation continue (ou recyclage) peut aider les agents de santé. Au cours des formations, les thèmes développées ont traits aux maladies courantes qui posent particulièrement des problèmes de prise en charge actuellement comme le SIDA, le paludisme, la tuberculose, etc. D'autres sujets sont aussi traités tels que le planning familial, les soins de santé primaire, la nutrition.

Les agents des différents CDS affirment que ces formations leur sont utiles. Selon Léa Sikubwayo[78], toute formation initiale non complétée par une formation continue est appelée à disparaître progressivement car le monde évolue et toute personne devrait s'adapter à ces

---

[76] BENANOU, C. et alii, *Gestion stratégique des ressources humaines, Montréal,* Gaëtan Marin, 1988, p.62 cité par NKANIRA, Pancrace, *Op.cit*, p.49.

[77] DIVERREZ, J., *Politique et technique de direction du personnel*, Paris, Entreprise moderne, 1980, p.124.

[78] Entretien avec SIKUBWAYO Léa, la responsable de l'équipe de prise en charge ARV au CDS Kinama, Kinama, le 28 août 2014.

changements. Aussi, toute personne ressent le besoin de se ressourcer afin de ne pas rester en arrière et donner des services de mauvaise qualité. Les agents de la santé sont aujourd'hui conscients de la nécessité de poursuivre leur formation tout au long de leurs propres qualifications et compétences, mais l'introduction de techniques et d'équipements nouveaux de même que les changements qui interviennent dans les besoins sanitaires imposent également cette formation.

2. Impact de l'œuvre de l'ODDBU sur les secteurs économiques

2.1. Le secteur agropastoral

Dans les pays sous développés comme le Burundi, le développement du secteur agropastoral demeure une nécessité pour assurer des meilleures conditions de vie de la population, dans la mesure où la plupart d'entre elle vit de l'agriculture et de l'élevage. L'on signale ici la complémentarité entre l'agriculture et l'élevage. Jean Pierre Ndayishimiye estime que « *l'agriculture et l'élevage forment le secteur séculairement bicéphale de l'économie rurale, où le Burundais n'est plus cultivateur ou éleveur mais les deux à la fois*»[79].

L'évaluation d'un projet de développement rural implique « *le processus de rencontre ou de confrontation entre le projet et le milieu. Elle peut être organisée comme s'organisant autour de deux thèmes principaux suivant : réaction du milieu du projet et les effets du projet sur le milieu*»[80].

Pour ce qui est de la réaction du milieu, l'idée est de savoir si les objectifs et finalité proposés par l'ODDBU constituent une réponse satisfaisante du milieu. De plus, l'on doit se demander si les moyens proposés pour atteindre ces objectifs sont compatibles avec les contraintes et stratégies propres au milieu.

Faisons remarquer que la population bénéficiaire apprécie beaucoup l'impact produit par les projets qui ont influencé positivement le niveau de vie en repeuplant les régions en cheptel, ce qui a rendu possible l'augmentation de la fumure organique qui est un intrant indispensable à

[79] NDAYISHIMIYE, J.P., Etude comparée de l'élevage bovin entre le Bututsi et le Buyogoma: Géographie rurale, Bujumbura, ENS, mémoire, 1976, p. 26.
[80] MADOGONYA, P., *Op.cit*, p.2.

l'augmentation de la production agricole. Lors de l'enquête, un démobilisé de Buhonga nous a fait savoir que les chèvres qu'ils ont achetées après la démobilisation leur ont été utiles et qu'elles se sont multipliées, non seulement elles leur procurent de l'argent mais aussi du fumier pour l'agriculture.

2.2. Le secteur de création d'emplois

A côté de tous ces services rendus par l'ODDBU à l'endroit des personnes vulnérables du diocèse de Bujumbura, faisons remarquer qu'en mettant en place sa structure de promotion socio-économique, le diocèse de Bujumbura a offert l'emploi à pas mal de gens. Ainsi, l'ODDBU utilise un personnel qui s'accroît de jour en jour et qui par la suite, fait vivre leurs familles respectives grâce aux salaires qu'il touche. Elle utilise un personnel permanent et qualifié dans différents domaines. Au moment où nous rédigions notre travail, il y avait 34 agents au siège de l'ODDBU. A côté de ce personnel permanent, d'autres agents de terrain sont recrutés selon les besoins et la durée des projets. En 2009 par exemple, l'ODDBU comptait 73 agents de terrain salariés, travaillant dans les domaines divers comme la santé, l'animation et l'encadrement social des populations locales, la sécurité alimentaire, l'assistance sociale, la réinsertion et la réintégration des enfants et soldats démobilisés. Le nombre de ces agents de terrain varient suivant le nombre et la durée des projets.

De plus, pendant l'exécution des projets, la population environnante est embauchée, bien sûr pour une durée déterminée, ce qui est un aspect positif pour cette dernière.

A titre d'exemple, dans le but de permettre aux personnes vulnérables à avoir des revenus complémentaires à leurs sources habituelles pour subvenir à des besoins de base pendant les périodes critiques d'intersaison et/ou pour épargner en vue des projets futurs, un projet à haute intensité de main d'œuvre a été initié par Caritas Internationale Belgique dans les sites de Mbuye et Murama en commune de Mbuye : « *Ce programme visait la création d'emplois rémunérés ponctuels et l'injection d'argent dans la population à travers le pavage des tronçons des pistes rurales et l'aménagement des réservoirs d'eau collinaires. Ce projet a été donc exécuté sur le site de Mbuye et Murama en commune de Mbuye* »[81].

[81] ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2006, p.23.

Ce projet a été exécuté en partenariat avec Caritas Burundi qui en assurait la coordination et l'ODDBU comme partenaire d'opération. Les bénéficiaires directs sont les populations qui ont décroché un travail au moment où cette ONG exerçait certaines activités.
De plus encore, les populations de certaines localités se sont faits embaucher par l'ODDBU, mais d'une façon temporelle au moment où cette ONG lançait des projets d'auto-construction.

Après les inondations qui ont gravement frappé la population des quartiers Nord de Bujumbura en février 2014, l'ODDBU a mis en place un projet intitulé: « Réinsertion des victimes des inondations dans les quartiers du Nord de la capitale de Bujumbura et la contribution à la prévention des catastrophes naturelles dans cette zone». Au moment où nous faisions une descente sur le terrain, la population de Gatunguru, Buterere et Carama, victime de ces inondations, était en train de préparer les pépinières des différents arbres (à Gatunguru) afin que ces derniers soient plantés sur les versants de ces localités. Les travailleurs étaient les populations victimes de ces inondations, ils étaient regroupés en différents groupes et chaque groupe travaillait pendant 3 mois.

Ils étaient payés 5000 Fbu par jour et pour chacun, mais 2000Fbu restaient dans la caisse. Cette somme leur était remise après 3 mois pour qu'elle les aide dans la formulation d'une AGR.[82] Dans ce contexte, sachant qu'au Burundi, beaucoup de salariés ont d'autres personnes à leur charge, ils ont pu satisfaire relativement leurs besoins et certains d'entre eux ont même réalisé d'autres projets de développement.

Ce projet n'a pas eu seulement un impact au point de vue rémunérations mais ceci a été une occasion pour le personnel de l'ONG de dispenser des formations en rapports avec la gestion des AGR ainsi que certaines pratiques liées à l'épargne et au crédit. Les personnes interrogées affirment avoir connu l'importance de cette ONG car elles ont pu, dans une certaine mesure, satisfaire leurs besoins grâce à l'argent reçu lors des travaux exécutés par cette ONG.

Au moment de cette descente, nous avons profité de l'occasion pour interroger les victimes trouvées sur place quant à leur appréciation sur l'assistance de Caritas après ces inondations. Jean Nahimana, chef d'équipe au cours de ces travaux de préparation de pépinières, apprécie

[82] Entretien avec Déogratias MINANI, chef de projet, Gatunguru, le 14 août 2014.

l'assistance de l'ODDBU (Caritas Bujumbura) :« *Caritas yarafashije vyinshi mu gihe twari twatewe n'umwuzurira w'amazi. Abakozi ba Caritas baraje kenshi, [...]. Baraduha nk'umuceri, ibiharage, amavuta n'ibindi*».[83] Ce qui peut être traduit littéralement : «*Caritas nous a tellement assistés au moment des inondations. Les agents de Caritas sont venus à plusieurs reprises [...]. On nous donnait des vivres comme du riz, du haricot, de l'huile et bien d'autres*».

Au même moment où nous faisions l'enquête, les agents de l'ODDBU donnaient des formations aux agents de la CTB dans ce programme de pavage: « *C'est un projet que nous exécutons en partenariat avec la CTB dans les communes de Kinama, Kamenge et Cibitoke. La CTB nous donne les listes et l'ODDBU donne des formations à l'endroit de ses travailleurs. Pour les nouvelles recrues, nous leur donnons une formation conscientisante; et pour les sortants (après 9 mois de travaux de pavage), nous leur donnons une formation en entreprenariat pour que la somme d'argent qu'ils ont épargnée les aide dans le développement via les AGR*»[84].

2.3. Le secteur des constructions et de réhabilitation des infrastructures

Une école, un CDS, un home pour enseignant, une route, tous construits ou réhabilités, personne ne peut nier leur utilité. La population qui vit aux alentours de ces infrastructures en témoigne. Eliane Nibitanga, élève au lycée communal de Bugarama, qui a fait ses études primaires à l'école primaire de Busimba, nous a fait savoir qu'avant la construction de cette école les enfants parcouraient de vastes étendues pour arriver à l'EP Muramvya I (communément appelée ku misiyoni) : («Tuciga i Muramvya twagenda urugendo rurerure ariko aho bamariye kubaka amashure y'i Busimba vyaranyorohera kubera naciye ndahasaba ikibanza ndava i Muramvya»).[85]

La réhabilitation des infrastructures sanitaires, tels que les CDS, dans les différentes localités du moins par l'ONG à l'étude ainsi que les autres activités réalisées par l'ODDBU ont des incidences positives sur la santé de la population. Pour ces projets de construction, la population environnante trouve un emploi au moment de l'exécution de ces derniers. L'emploi prend fin

[83] Entretien avec Jean NAHIMANA, Gatunguru, le 14 août 2014.
[84] Entretien avec Jean Bosco NGOMIRAKIZA, attaché à la coordination des projets à l'ODDBU, Cibitoke, le 19 août 2014.
[85] Entretien avec NIBITANGA Eliane, Bugarama, le 23 septembre 2014.

avec le terme du chantier de construction pouvant être estimé respectivement à trois, quatre ou cinq mois pour une école primaire, une école secondaire, un centre de santé.

avec le terme du chantier de construction pouvant être estimé respectivement à trois, quatre ou cinq mois pour une école primaire, une école secondaire, un centre de santé.

CONCLUSION GENERALE

Notre travail intitulé « **L'œuvre de l'ODDBU (Organisation Diocésaine pour le Développement de Bujumbura) et son impact sur le développement socio-économique de la population du diocèse de Bujumbura (De 2004 à nos jours)** » voulait montrer la contribution du diocèse de Bujumbura dans le domaine social et économique.

Le bref aperçu des actions de l'ODDBU sur le développement économique et social nous révèle leur efficacité. Comme nous avons pu le remarquer au cours de l'enquête, beaucoup de projets ont répondu soit directement, soit indirectement aux besoins de la population, ce qui contribue dans une certaine mesure au développement économique et social de la population du diocèse.

Au point de vue économique, les activités réalisées par l'ODDBU ont eu des retombées positives: le repeuplement du cheptel, le financement des AGR, la création d'emploi. A l'aide de ses projets d'appui aux AGR, l'ODDBU a réussi à assoir progressivement les notions d'éducation au développement et à l'autopromotion indispensables aux populations rurales. Cette ONG parvient à toucher les masses rurales dans les zones délaissées.

Au point de vue social, les résultats de notre enquête ont montré que l'ODDBU essai d'alléger la souffrance de la population du diocèse malgré les multiples contraintes auxquelles cette ONG fait face. La présence de l'ODDBU dans la région a contribué à l'amélioration des conditions sanitaires et du niveau de scolarisation.

Quoi qu'il en soit, la réussite du développement dans cette région est liée à une double volonté: celle des populations concernées par les projets de développement, par une participation active à leur propre développement, celle de l'ODDBU et de tous les partenaires engagés dans la recherche du développement humain, par la sensibilisation et l'encadrement de la population ainsi que la formation continue à l'endroit de la population bénéficiaire.

Les lacunes enregistrées ont pour origine les contraintes aussi bien endogènes qu'exogènes auxquelles font face les ONG. Les contraintes endogènes sont principalement liées au manque de moyens financiers et matériels pouvant satisfaire toutes les demandes. Ces contraintes sont entres

autre liées au nombre de vulnérables qui s'accroît du jour le jour, la pauvreté qui hante la population, alors que la question des fonds persiste depuis la création de cette institution.

Les contraintes exogènes sont liées au faible participation de la population, la mentalité de *tout demander à l'Etat et aux ONG* sans fournir le moindre effort.

Au vu de ce qui précède, nous pouvons confirmer nos hypothèses. Nous avons constaté qu'avec les fonds propres de l'ODDBU ainsi que ceux provenant des bailleurs de fonds, les conditions de vie de la population en général, et celle concernée par les projets en particulier ont connu une certaine amélioration et cette population apprécie positivement les œuvres de l'ODDBU.

Enfin, notre travail n'est qu'une contribution pour un vaste chantier. Du fait que la liste des projets exécutés par l'ODDBU n'est pas exhaustive et que le travail couvrait une zone d'étude assez large, nos résultats ne sont qu'une modeste contribution, mais cette dernière peut ouvrir les horizons à d'autres chercheurs. La balle est lancée aux chercheurs qui auront l'occasion d'étudier le sujet sur d'autres aspects comme par exemple une étude évaluative des œuvres accomplies dans les paroisses urbaines.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

1. SOURCES ORALES

Listes des personnes enquêtées ayant précisées leurs identifications

Nom et prénom	Age	Sexe	Lieu d'entretien	Etat civil	Niveau d'études	Profession (titre)	Date d'entretien
1. BIGIRIMANA Jean Didier	38 ans	M	Siège de l'ODDBU	Marié	Licence	Chef-adjoint du D.F.C.D à l'ODDBU	Le 6/8/2014
2. BAMPFUMUKEKO Mathieu	39 ans	M	Buhonga	Marié	3ème primaire	Démobilisé	Le 13/8/2014
3. BANKUMUHARI Léonard		M	Siège de l'ODDBU	Marié	Licence	Chef du département de l'Assistance Sociale à l'ODDBU	Le 29/8/2014
4. BIGIRIMANA Adrien	37 ans	M	Kinama	Marié	Médecine IV	Médiateur de Santé au CDS Kinama	Le 28/8/2014
5. BUCUMI Olive	35 ans	F	Mutumba	Mariée	A_2	Monitrice agricole	Le 29/8/2014
6. Ir MINANI Déogratias	38 ans	M	Kamenge	Marié	Licence	Agent de terrain de l'ODDBU	Le 14/8/2014
7. KAMIKAZI Claudine	24 ans	F	Buterere	Mariée	Aucun	Commerçante ambulante	Le 18/8/2014
8. KUBWAYO Donatien	40 ans	M	Siège de l'ODDBU	Marié	A_1en sciences de la Santé	Assistant au département de la santé	Le 18/8/2014
9. MATESO Charles	47ans	M	Siège de l'ODDBU	Marié	Ir Agronome	Chef du département de l'agriculture et de l'elevage à l'ODDBU	Le 16/8/2014
10. NAHIMANA Jean	23 ans	M	Gatunguru	Célibataire	6ème Année primaire	Sans profession	Le 28/8/2014

11. NDACAYISABA Beatrice	27 ans	F	Buterere	Mariée	6ème Année primaire	Sans profession	Le 14/8/2014
12. NDIKURIYO Anaclet	32ans	M	Buhonga	Marié	6ème primaire	Démobilisé	Le 13/8/2014
13. NDIKURIYO Marie	49 ans	F	Buhonga	Mariée	5ème primaire	Ancienne A.T	Le 13/8/2014
14. NDORICIMPA Mariam	32 ans	F	Kinama	Mariée	6ème Année primaire	Commençante ambulante	Le 28/8/2014
15. NDUWAYO Anaclet	27 ans	M	Kamenge	célibataire	8ème	Soudeur	Le 14/9/2014
16. NGOMIRAKIZA Jean Bosco		M	Siège de l'ODDBU	Marié	Licence	Attaché à la coordination à l'ODDBU	Le 19/8/2014
17. NIBITANGA Eliane	18 ans	F	Bugarama	célibataire	9ème	Elève	Le 23/9/2014
18. NIRAGIRA Emmanueline	22 ans	F	Kamenge	Mariée	2ème Année primaire	Sans profession	Le 28/8/2014
19. NSEKERABAGE NDA Capitoline	36 ans	F	Kinama	Mariée	Aucun	Sans profession	Le 28/8/2014
20. NTIBARUSIGINYUMA Domitille	39 ans	F	Kinama	Mariée	Aucun	Sans profession	Le 28/8/2014
21. NZANIYE Joseph	56 ans	M	Kinama	Marié	6ème Année primaire	Conseiller de l'ASSEKI	Le 28/8/2014
22. SIKUBWAYO Léa	42 ans	F	Kinama	Mariée	A_2 en sciences infirmières	Responsable de l'équipe de prise en charge de prise en charge ARV au CDS Kinama	Le 28/8/2014

2. SOURCES ECRITES

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2004

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2005

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2006

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2007

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2008

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2009

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2011

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2012

ODDBU, *Rapport annuel des activités*, 2013

ODDBU, *Programme diocésain de lutte contre le SIDA, Rapport des activités, de Septembre 2011 à Août 2012*

II. BIBLIOGRAPHIE

1. LES OUVRAGES GENERAUX

1. ALBERTINI, J.M., *Les mécanismes du sous-développement*, Paris, Economie et Humanisme, 1967
2. BALLE C., *Sociologie des organisations*, Paris, Que sais-je? PUF, 2002
3. DESCLAUX, A. et REYNAUT, C., (Sous la dir.), *Le dépistage VIH et le conseil en Afrique du Sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1997
4. DESMET, D., *Critères et méthodes d'évaluation des projets de développements*, Bruxelles, Contradictions, 1976
5. DIVERREZ J., Politique et technique de direction du personnel, Paris, Entreprise moderne, 1980
6. GILLS, M., *Economie du développement*, Bruxelles, Editions universitaires, 1990
7. GITTINGER, J.P., *Analyse économique des projets agricoles*, Paris, Economica, 1985
8. GMEINER, H., *Les villages d'enfants SOS: Instrument moderne pour l 'éducation des enfants abandonnés*, 17edition, INNS BUK, 1980
9. GRELL, P., *L'organisation de l'assistance publique*, Bruxelles, Contradictions, 1976
10. LAZAREV, G. et ARAB, M., *Développement local des communautés rurales, Approches et instruments pour une dynamique de concertation*, Paris, Karthala, 2002
11. MARADEIX, M.S, *Les ONG américaines en Afrique : activités et perspectives de 30 ONG*, Paris, Syro-alternatives, 1990
12. NIOCHET, J.P. et ROBERT, P., *L'évaluation des politiques publiques*, Paris, Economica, 1984
13. PERRAUDIN, J., *Naissance d'une église, Histoire du Burundi chrétien*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 1963
14. PINTO, R. et GRAWTZ, M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1967
15. ROSANVALLON, P., *L'Etat en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990
16. SCHWARTZENBERG, R.G, *Politique comparée, les grands systèmes politiques contemporains*, Paris, Institut d'Etude de Paris, 1979-1980, Fascicule I

2. LES MEMOIRES

1. MADOGONYA, Pie, *La contribution de la station ISABU-MAHWA au développement rural par l'amélioration de l'élevage bovin dans le Bututsi : 1954-1993*, Bujumbura, UB, FLSH, mémoire, 2001
2. NDAYISHIMIYE, Jean Pierre, *Etude comparée de l'élevage bovin entre le Bututsi et le Buyogoma: Géographie rurale*, Bujumbura, ENS, mémoire, 1976
3. NDIKUMANA, Benoit, *Le rôle des ONGs dans le développement du monde rural. Cas du COPED*, Bujumbura, UB, FSEA, Mémoire, 2002
4. NIRAGIRA, Gérard, *Apport socio-économique de l'Eglise Evangélique des Amis du BURUNDI (1934 à 2002)*, Bujumbura, UB, FLSH, mémoire, 2005
5. NKANIRA, Pancrace., *L'œuvre du CED-Caritas Burundi en matière de la sante publique de 1994 à nos jours*, Bujumbura, UB, FLSH, mémoire, 2003
6. NKURUNZIZA, Richard, *L'œuvre de Care International et son impact sur le développement socio-économique du Burundi (1994-2005)*, Bujumbura, UB, FSEA, mémoire, 2005
7. NYANDWI, Salum, *La contribution de la communauté islamique au Burundi (COMIBU), dans la lutte contre le SIDA (1999-2005)*, Bujumbura, UB, FLSH, mémoire, 2007

3. LES COURS

HATUNGIMANA, A., *Problématique et Théories du Développement*, cours dispensé en 2ème Licence au Département d'Histoire, Bujumbura, UB, FLSH, 2011

ANNEXE

ORGANIGRAMME DE L'ODDBU

